

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 169. — 16 NOVEMBRE 1963

REPRENDRE L'OFFENSIVE

CONTRE LE GAULLISME

Telle est la tâche que le troisième congrès du PSU assigne à ses militants et à tous ceux qui veulent abattre le régime du pouvoir personnel pour établir les bases d'une démocratie socialiste.

(Lire pages 3, 6, 7.)

Du 17 au 24 novembre : Semaine nationale contre la force de frappe



(Photo Tribune.)

Le Mouvement de la Paix a organisé à Mimizan (Landes) un rassemblement de protestation contre la force de frappe et en faveur de la signature des accords de Moscou (photo ci-dessus). Environ 8.000 personnes s'y sont retrouvées, venant de tout le Sud-Ouest.

Le M.C.A.A. ayant décidé de participer à cette manifestation, des délégations de Pau, Bayonne et Bordeaux, largement munies de pancartes et banderoles, démontrèrent le dynamisme de ce mouvement encore naissant dans cette région. L'intérêt sympathique, généralement soulevé par son sigle, laisse favorablement augurer de ses possibilités de développement.

D'autre part, un important meeting central du M.C.A.A. doit avoir lieu à Paris, le 15 NOVEMBRE, à 21 HEURES, au Palais de la Mutualité (rue Saint-Victor, Paris-5^e), avec la participation d'orateurs étrangers, membres d'organisations européennes « non alignées » luttant pour la paix, le désarmement, le désengagement. CE MEETING PREPARE LA SEMAINE NATIONALE CONTRE LA FORCE DE FRAPPE ORGANISEE EN COMMUN, DU 17 AU 24 NOVEMBRE, DANS TOUTE LA FRANCE, PAR QUARANTE ORGANISATIONS (dont le M.C.A.A.).

**Tous à la
MUTUALITÉ**

**Vendredi
15 novembre**

**au meeting
organisé
par le M.C.A.A.**

Chantiers de la paix

Cet été, l'association des « Chantiers de la Paix » a organisé, avec l'appui du journal *Témoignages et Documents*, des activités en Algérie : alphabétisation, assistance médico-sociale, construction d'une Dar es Salam... activités auxquelles nous avons participé.

Nous sommes au regret de dire que la conduite de M. Maurice Pagat, directeur de *Témoignages et Documents*, vice-président des « Chantiers de la Paix », qu'il représentait cet été en Algérie, a été indigne des responsabilités qui lui étaient confiées.

En conséquence, nous demandons à tous les souscripteurs de ne plus apporter leur soutien à ses entreprises, et à ceux qui désirent travailler en Algérie de se mettre en rapport avec le Bureau d'Aide non gouvernementale à Alger.

Bernard Romeder, 18, rue Armand-Moissant, Paris (15°); Georges Martin, 270, rue Saint-Jacques, Paris (5°); Paul Gérardin, E.N.S., rue d'Ulm, Paris (5°).

L'Étincelle

Camarades,

J'apprécie habituellement ce que *L'Étincelle* peut apporter aux travailleurs dans une entreprise sous une forme simple, condensée et rapide.

Par contre, dans le n° 168 de *T.S.* du 9 novembre, vous devenez ridicules (et je suis modeste) dans vos considérations sur « l'immortalité de l'âme et les liens de fraternité qui l'uniront... au ciel avec celui qui vient de le jeter à la rue » !

Comme c'est simple, condensé et rapide aux yeux des travailleurs agnostiques ou athées ou indifférents dans leur ensemble face à une direction « bien pensante » ou « chrétienne », sans doute dans le style des Pharisiens de l'Évangile !

Demandez donc aux chrétiens engagés au P.S.U. — qui sont délégués dans leur boîte et dans des syndicats différents — ce qu'ils pensent de cette « Étincelle »-là ?

Demandez-leur donc de vous expliquer l'immortalité de l'âme et la fraternité... et vous en parlerez en connaissance de cause.

Vous faites fausse route avec cet anticléricalisme dépassé qui ne convaincra personne d'abord et qui n'a pas empêché, ni n'empêchera que les chrétiens de plus en plus nombreux depuis la naissance de la J.O.C. auront pris leur place — et pas la plus facile — par leur engagement syndical et politique à la base — qu'ils ont renoncé à toute promotion professionnelle ou autre pour être au service de leurs frères — qu'ils se « paient » des directions pharisiennes depuis vingt ans, et qu'ils peuvent seuls, par leur compétence en matière de doctrine et de dogme, affronter réellement ceux que vous dénoncez.

Si la vérité révolutionnaire est seulement athée et anticléricale... je regrette; et les chrétiens ENGAGÉS, ouvriers ou paysans, en 1963, attendront encore, s'il le faut, pour adhérer au P.S.U. ! Est-ce cela que vous désirez ?

Jean Hameon.

(Délégué C.G.T. - S.N.C.F.)

Des positions équivoques

Chers camarades,

Nous lisons, dans *Tribune Socialiste* n° 168, une note (page 2) relative à l'Association populaire franco-chinoise, et dont la rédaction peut prêter à confusion. En effet, le militant non averti peut croire que les positions « chinoises à 100 p. 100 » — que, manifestement, le rédacteur de la note ne partage pas — sont celles que défend l'Association populaire franco-chinoise en formation.

Certes, les militants qui auront lu les articles consacrés à cette A.P.F.C. par *le Monde*, *l'Express* ou *france-Observateur* pourront d'eux-mêmes remettre les choses au point : sans que nous voulions dire par là que ces articles nous semblaient exempts de critiques, tout au plus y indiquait-on que, justement, l'association en formation se refusait, a priori, à s'aligner à 100 p. 100 sur les positions des camarades chinois. Chose qui n'est nullement indiquée par *Tribune* : la rédaction de la note, au contraire, peut laisser croire que les camarades « pro-chinois à 100 p. 100 » ont été les seuls à parler — ou les organisateurs — de la réunion de l'A.P.F.C. naissante. Et nous n'avons pas l'impression que les rédacteurs de *Tribune* aient l'habitude d'écrire de manière incomplète ou hasardeuse, en pensant « Bah ! les lecteurs auront lu d'autres journaux avant nous et sauront de quoi il s'agit. »

C'est d'autant plus grave que l'attitude des militants P.S.U. sur la question est loin d'être unanime : il en est qui sont, comme l'indique *T.S.*, chinois à 100 p. 100, il en est qui furent parmi les initiateurs de l'A.P.F.C. sur des bases plus réfléchies, me semble-t-il. Il en est d'autres qui sont, me semble-t-il, antichinois à 100 p. 100. Et que ceux-là seuls s'expriment, face au parti, comme il leur plaît, nous semble peu conforme à l'idéal dont se réclame le P.S.U. Après tout l'ironie facile sur les révolutionnaires nostalgiques est aussi convaincante que celle sur les réformistes nostalgiques, et aussi peu efficace pour faire avancer une discussion réelle.

Comptant naturellement sur votre sens de la fraternité socialiste pour publier cette mise au point, nous vous prions d'agréer...

P.-L. Thirard

(Comité d'Initiative pour l'Association populaire franco-chinoise).

A propos du service civil

Mon ami Copfermann a bien voulu consacrer une large place au communiqué officiel relatif au problème de l'objection de conscience que le G.E.P.C. vient de publier. Il nous reproche une certaine confusion quant à la place d'un éventuel service civil dans l'organisation de la défense. La brièveté d'un communiqué destiné à la presse peut, en effet, laisser croire que nous acceptons que le service civil soit inclus dans l'organisation de la défense telle qu'elle résulte de l'or-

donnance du 7 janvier 59. En réalité, notre conception du service civil, ainsi que nous l'avons exposé plus en détail dans « Service militaire et réforme de l'armée », ne vise en aucune manière à « mobiliser » la nation. C'est pourquoi nous avons insisté avec beaucoup d'énergie pour que l'institution d'un service civil relève d'un office autonome, auquel participeraient les mouvements de jeunes, les centrales syndicales et les administrations civiles intéressées. Naturellement, ce service relèverait du droit administratif commun et non de juridictions militaires, dont, par ailleurs, nous demandons l'abolition. Copfermann a parfaitement raison : il convient de ne pas négliger les tâches civiles et les missions militaires, chacune ayant leur nature et leurs règles spécifiques.

En ce qui concerne l'utilisation d'une masse de main-d'œuvre susceptible de peser sur le marché du travail et surtout d'intervenir en cas de grève, nous avons préconisé une double garantie :

— dans les textes, une loi de valeur constitutionnelle interdisant l'emploi de ces jeunes en dehors des tâches définies par l'Office autonome. En cas de réquisition, violant cette loi, tout jeune aurait le devoir de désobéir, étant couvert par les plus hautes juridictions ;

— en fait, par le contrôle institutionnel exercé, au sein de l'Office, par les mouvements de jeunes et par les syndicats.

Ces quelques précisions ne résolvent pas complètement le problème posé et les risques qu'il comporte. Si la majorité de l'U.G.E. partage notre manière de voir, l'U.N.E.F. est plus divisée comme le montre le texte de Merle, qui avait d'ailleurs participé à certaines de nos réunions.

L'ambition du G.E.P.C. n'est pas d'imposer une solution toute prête, mais de proposer un canevas sur lequel les mouvements de jeunes et les organisations démocratiques puissent réfléchir, car, en définitive, c'est à ces organismes qu'appartient la décision.

Nous avons pris position en faveur de l'objection de conscience et nous avons fait part de cette position aux présidents des commissions compétentes du Parlement ; le récent vote du Sénat montre qu'il refuse notre point de vue ; il est à craindre que l'Assemblée nationale ne recule aussi. La démonstration sera ainsi faite que le régime actuel refuse en fait un véritable statut de l'objection de conscience. Nous pensons que la majorité actuelle n'accueillera pas plus favorablement nos autres propositions. Ce sera alors le rôle de l'opposition démocratique de montrer qu'elle est capable de mettre sur pied un véritable projet de réforme du service militaire. Nous souhaitons que le dialogue continue et s'intensifie.

Pour le G.E.P.C.,
Jean-Claude Barbé.

Points sensibles

« Le droit du pauvre est un mot creux »

Un poste périphérique donnait, l'autre jour, une enquête faite auprès de bagnards évadés, réfugiés au Venezuela. On savait déjà, par l'exemple de Bougras, qu'un homme, même s'il a commis une faute grave, n'est pas forcément perdu pour la société et que celle-ci a une grande part de responsabilité dans le comportement des individus qui la composent. Comme les Russes d'après 1917, avec les expériences décrites par Makarenko, les Algériens, à notre porte, se penchent sur les problèmes de leur jeunesse délinquante, ce qu'en France on fait peu et mal.

Mais revenons à notre émission. On entendit cette histoire d'une de ces familles dont les moyens dans la lutte pour la vie sont très réduits ; abandonné par elle, un jeune gars s'engage à dix-neuf ans. Incorporé, il se laisse, à sa première sortie, racoler par une fille. En causant, ils s'aperçoivent qu'ils sont du même pays, de la même rue et même... frère et sœur. Un peu bouleversés, ils sortent. Un policier, qui les croise, interpelle grossièrement la fille. Le garçon est bien placé pour savoir comment sa sœur a pu être amenée à embrasser cette profession que, d'ailleurs, la police tolère si la morale bourgeoise affecte hypocritement de la réprouver. Il s'interpose, sort un surin et tue le flic. On l'a envoyé au bagne. D'autres déshérités, fuyant leur misère par le seul moyen « honnête » à leur portée : « la force de dissuasion » des velléités d'indépendance des peuples coloniaux, lui ont succédé dans le lit de sa sœur. Et, de l'autre côté de la barrière sociale, les « messieurs » et les « dames » ont poursuivi leur vie « d'honnêtes gens » dans le doux confort prélevé sur la sueur et le sang des pauvres bougres.

Diem est parti... Kennedy demeure

Comme il arrive généralement après une révolution, un coup d'Etat ou un putsch, on commence à faire connaître au grand public les dessous hideux du régime de la famille Diem, ces catholiques à la Franco.

L'opinion n'aurait pas compris qu'on ne mette pas en lumière les tortures et autres atrocités du régime diémiste, qu'on ne parle pas du bagne de Poulo-Condore. Les dirigeants des Etats-Unis, qui rétablissent maintenant l'aide économique qu'ils avaient suspendue en août dernier, ont aussi tout intérêt à apparaître comme des gens soucieux de moralité et de démocratie.

Mais, si l'aide économique américaine a été suspendue il y a deux mois, le bagne de Poulo-Condore, les tortures perpétrées par le régime Diem durent depuis des années... et dureraient probablement encore, avec la bénédiction des U.S.A., si les suicides de bonzes bouddhistes n'avaient projeté un éclairage aussi cru, pour l'opinion mondiale, sur la situation au Sud-Vietnam. Comme toujours, le capitalisme yankee abandonne ses

hommes de paille quand ils ont cessé de lui être utiles... et pour garder l'essentiel : son hégémonie.

Vol... ou récupération ?

« L'Algérie ne peut s'approprier le bien d'autrui sans le payer de façon ou d'autre. » Ainsi s'est exprimé M. de Broglie, secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes, le 5 novembre 1963, dans sa réponse aux « questions orales » des sénateurs. Et, sans doute pour faire bonne mesure, il a ajouté : « C'est une question de moralité internationale ».

La cause de cette belle explosion d'éloquence moralisante ? La récupération par les Algériens — maîtres chez eux désormais — des terres dont, au nom de notre peuple et pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec une quelconque moralité, même internationale, ils avaient été dépossédés pendant cent trente deux ans d'un coup d'éventail à un ambassadeur français.

Ah ! cela lui va bien à ce ministre de parler ainsi d'indemnisation et de moralité.

Qui indemniserait jamais le peuple algérien pour les souffrances endurées en plus d'un siècle d'occupation colonialiste ?

Parmi les soldats tombés en 1870, en 1914-1918, en 1939-1945 et aussi en Indochine, pour la défense des coffres-forts des vrais maîtres de notre pays, combien d'Algériens ?

Combien de villages rasés par notre armée, combien de victimes algériennes : morts, blessés ou disparus dans cette guerre de sept ans faite à l'Algérie pour l'empêcher d'être libre.

On sait qu'il y a des gens qui ont la mémoire courte, mais tout de même...

Le billet de Jean Binot L'EXEMPLE A SUIVRE

A ce dîner offert aux docteur honoris causa, dix éminentes personnalités étrangères distinguées par l'Université de Paris, aucun des trois ministres conviés — Fouchet, Joxe et Palewski — ne s'est rendu. Motif : il y avait Monnerville.

La gaullarchie, en cette affaire, offre avec la fine fleur de son exquise civilité, courtoisie ou délicatesse, l'exemple parfait que Gustave, Théodule et Hippolyte feraient bien de suivre : ne jamais assister à manifestation, cérémonie ou agape que grève la déplaisante présence d'un ministre, sous-ministre ou autre inconditionnel.

UN CONGRÈS RÉCONFORTANT

AU moment où le P.S.U. rencontrait sur sa route des difficultés que je n'ai jamais songé à nier, ni même à sous-estimer, j'ai dit, écrit et répété que, s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer, car il était plus que jamais nécessaire à l'unité et au non moins indispensable renouveau de la gauche française. Notre congrès des 9, 10 et 11 novembre vient de le démontrer avec force. Un courant profond, jailli de la base du parti et qui s'était déjà manifesté lors de notre conseil national, a témoigné de la volonté de nos militants de permettre ce qu'on a très justement appelé un nouveau départ du P.S.U. On ne pourra plus désormais ironiser sur nos multiples tendances. Nous avons voté des textes unanimes, qui n'étaient point des compromis de style radical-socialiste et si, sur certains points, des divergences très honorables dans un parti de libre discussion et qui se veut intégralement démocratique, se sont manifestées, le congrès a pu se prononcer, en toute connaissance de cause, entre deux motions clairement rédigées, permettant de cerner les oppositions. Une majorité s'est dégagée. Elle assumera la responsabilité de la direction du parti, jusqu'au prochain congrès, sous le contrôle du C.P.N., où la minorité est représentée.

Nous avons défini les grandes lignes de notre programme, qu'une commission permanente complètera et mettra au point, fixé nos objectifs prioritaires, défini les alliances destinées à faciliter leur réalisation, adapté notre stratégie et notre tactique de Front socialiste à la situation de la France en automne 1963. Il nous appartient maintenant, malgré

l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons, de faire connaître nos positions à tous les travailleurs des villes et des campagnes. Combattre le gaullisme pour restaurer une démocratie bourgeoise à peine rénovée, s'appuyer sur un « Cartel des Non » camouflé et vaguement rajeuni, ce serait courir inévitablement à l'échec et engendrer de nouvelles déceptions, probablement mortelles pour la démocratie. Parlons net : si on nous avait consultés pour établir la liste des invités du « banquet des mille », nous aurions été moins généreux pour les organisateurs de cette manifestation. Ce n'est pas seulement au nom de la moralité politique, c'est aussi par souci d'efficacité que nous aurions éliminé les jusqu'aboutistes des guerres colonialistes et les conservateurs, qui, n'ayant rien appris ni rien oublié, rêvent de rétablir, à quelques nuances près, l'état de choses antérieur au coup de force du 13 mai 1958, dont le succès est dû au moins autant à leur immobilisme des années précédentes qu'à leur capitulation devant les émeutiers. Nous ne demandons pas que soient frappés d'inéligibilité les parlementaires qui ont fait le lit du gaullisme en de telles circonstances. Mais, à ceux qui ont invité de nombreux Français à voter « oui » au référendum et ont apporté leur caution au pouvoir personnel, on nous permettra, même s'ils se dissimulent derrière la lettre X..., de poser des questions précises sur leur programme, lorsqu'ils envisagent, sans complexe apparent, d'être maintenant les porte-drapeau de la gauche. Pourquoi taire que la démocratie moderne ne peut être que la démocratie socialiste ? C'est la transition vers ce régime que nous devons préparer,

en persuadant l'opinion que c'est la seule « alternative » à l'actuel système. Tel est le message que le congrès nous a donné la mission de diffuser.

A l'heure où j'écris ces lignes, au lendemain de nos assises, nous avons déjà recueilli des échos favorables et enregistré des adhésions et ce qu'on pourrait appeler des réadhésions. Des amis, qui s'étaient plus ou moins mis sur la touche au lendemain d'Alfortville, sont décidés à reprendre le chemin de nos sections et à y militer avec une ardeur retrouvée. Ils me l'ont fait savoir. Des sympathisants, qui s'étaient contentés jusqu'ici de nous faire bénéficier de leurs conseils, demandent aujourd'hui leur carte du P.S.U. afin de participer à nos travaux et à nos luttes. Il m'est infiniment agréable, au moment où, après une interruption de quelques mois, je reprends mon poste de secrétaire national de ce P.S.U. dont la vie a, depuis sa fondation, été si intimement liée à la mienne, et sans rien me dissimuler de l'immensité de la tâche qui reste à accomplir pour réparer tous les dégâts commis à Alfortville, de publier ce premier bulletin de santé encourageant qui, j'en suis convaincu, sera suivi de beaucoup d'autres. J'y joins un appel à tous nos amis et à tous nos sympathisants pour que chacun d'entre eux amène au moins un adhérent nouveau et un abonné à « Tribune socialiste ».

En avant, contre toutes les scléroses et tous les sectarismes, sur la voie qui nous conduira à la démocratie socialiste !

Edouard DEPREUX.

DISCUSSION BUDGÉTAIRE

La force de frappe a fait une première victime : l'Éducation Nationale

DESORMAIS, la méthode est au point. Les ministres gaullistes, lorsqu'ils sont attaqués par l'opposition, lui répliquent soit par le mépris absolu (copie conforme du plus haut !), soit par la brutalité.

Ainsi ont fait, tour à tour, MM. Christian Fouchet, ministre de l'Éducation nationale, et Messmer, ministre des Armées, au cours de la discussion budgétaire. Même réplique dans les propos, même morgue hautaine, même mépris des objections et des réalités.

Et, tout d'abord, la méthode. Les sept rapporteurs — tous gaullistes. C'est, dit-on, la loi de la majorité. Mais elle n'est pas encore suffisante car c'est par cohorte que les U.N.R. montent à la tribune. Pour quoi faire, grands dieux — et qui convaincre — puisque, loi de la majorité, le résultat des votes est acquis d'avance ?

Cependant, M. Christian Fouchet devait penser que sa présence était plus nécessaire dans l'hémicycle du Palais-Bourbon qu'à la Sorbonne. C'est la première fois qu'un ministre de l'Éducation nationale n'assiste pas personnellement à la rentrée solennelle de l'Université.

L'homme qu'un hebdomadaire peu respectueux a qualifié de « porte-avions propulsé par un moteur de hors-bord » a craint de se faire trop chahuter par ceux qui savent effectivement ce qu'il en est des déclarations à l'esbroufe du grand maître de la jeunesse.

Si ce dernier s'était trouvé au mi-

lieu de ses administrés, il eût entendu le recteur Jean Roche qualifier le bilan de la rentrée universitaire d'accablant et définir l'équipement actuel au niveau de 1950.

C'est pourquoi M. Christian Fouchet a préféré affirmer, dans une enceinte moins perturbée, que tout était pour le mieux dans le meilleur des enseignements. Pourquoi, dès lors, le ministre déchaîne-t-il tant de manifestations hostiles lorsqu'il va faire son numéro sur les lieux de son travail ? Demandez-le aux responsables des syndicats d'enseignants. Ça n'est pas un problème politique, la preuve en est la convergence des critiques, quel que soit l'horizon d'où viennent ces dernières.

L'argument — qu'il veut massue — du ministre gaulliste, c'est que la V^e République paie les insuffisances de la IV^e en matière d'Éducation nationale. Voire. Il faut deux ans pour bâtir un lycée, les statistiques étaient assez claires pour qu'on puisse prévoir, quatre ans à l'avance, la poussée démographique dans les écoles et les facultés, et aussi la nécessité de former des maîtres et des professeurs.

Or, le gaullisme est au pouvoir depuis 1958, nous sommes en 1963, et jamais rentrée scolaire ne fut, de l'avis des enseignants eux-mêmes, plus pénible.

Mais on va faire l'année prochaine trois nouvelles académies dont une à Abidjan ! Voilà qui fera plaisir aux étudiants du département de la Seine !

Et que ceux qui ne sont pas contents se taisent.

Car le gaullisme est décidé à se balancer sur tous les fronts. De l'Éducation nationale à celui de la force de frappe.

Las ! car si le budget de l'Éducation nationale est le second en importance de crédits dans le budget de la France, il reste cependant très nettement insuffisant quant aux besoins bien connus d'une jeunesse nombreuse.

Car tout est là. Le pseudo-effort du régime gaulliste dans le domaine de l'Éducation nationale est dominé par celui qu'il impose au pays dans le domaine militaire.

Alors que 13 milliards 725 millions (1963) sont consacrés au budget de l'Éducation nationale — soit 4,29 p. 100 du revenu national — 19 milliards 876 millions sont absorbés par les crédits militaires, soit 20 p. 100 du budget de l'État, et 5,1 p. 100 du produit national brut.

Et encore y a-t-il, dans presque tous les budgets civils, des dépenses camouflées qui relèvent — indirectement — de la Défense nationale et de la force de frappe. Cette dernière — la force nucléaire stratégique — nécessite, à elle seule, près de quatre millions de francs prélevés sur les sommes affectées à l'équipement, soit 45,8 p. 100 du budget militaire.

Pour M. Messmer, ce n'est pas suffisant, puisqu'il faudrait arriver à 50 p. 100 pour les crédits d'équipement par rapport au total du budget militaire.

Et pour quoi faire ? Une force nucléaire stratégique. Pas seulement quelques bombettes atomiques, mais aussi des bombes thermonucléaires ou bombes H.

« La plus coûteuse des folies », ainsi a été qualifiée la bombe française par M. Jules Moch, malgré l'ironie du ministre des Armées.

Qu'importe les critiques sur l'opportunité d'une telle dépense dont l'utilité — en tout état de cause — est contestable.

« Priorité a été donnée à l'armement nucléaire stratégique », a déclaré M. Messmer. Ce qui est une réponse aux doléances des enseignants qui s'inquiètent de l'avenir de la jeunesse française.

A quoi bon, d'ailleurs, récriminer ? Dans la démocratie type V^e République gaullienne, il n'y a pas de place pour la critique constructive de l'opinion publique. « Nous ne tiendrons pas compte des critiques, des plaintes, des protestations, des démarches venant de la France ou surtout de l'étranger au sujet des essais nucléaires français », a dit M. le ministre des Armées.

Si le recteur Roche se plaint, qu'il sache que M. Dassault est, quant à lui assez satisfait, ainsi que de nombreux industriels français et profondément « nationaux ».

Les écoles et les facultés sont des mirages. La bombe française a déjà à son actif une première victime...

B. R.

LES NUANCES DE GUY MOLLET

A SON RETOUR DE MOSCOU



(Photo Tribune.)

DUR sans être pur, pur sans être dur, tel est le dilemme de Guy Mollet. A la conférence de presse qu'il avait convoquée pour rendre compte de son voyage en U.R.S.S., on vit le Mollet pur. L'intellectuel tout en nuances, qui pense les problèmes, qui pèse ses mots.

Aux quelque deux cents journalistes présents, il fit un cours digne d'une classe de sixième.

« Il faudrait être aveugle, dit M. Guy Mollet, pour ne pas mesurer les progrès accomplis depuis le tsarisme. Mais il faudrait être aveugle aussi pour ne pas apprécier tout ce qui reste à faire. »

Les problèmes culturels, les problèmes concernant la construction, l'agriculture furent traités avec le même délicat balancement gauche-droite, nègre-blanc... Comme l'a dit Mollet : « Nous n'avons pas la prétention d'avoir découvert l'U.R.S.S. ». Et nous l'avons entendu ajouter, avec un joli coup de menton : « On ne découvre pas l'U.R.S.S., elle existe, elle existe depuis cinquante ans ». Cette affirmation courageuse ne lui coûtait pas cher.

Après cela, Mollet épilogua longuement afin de déterminer si la position actuelle de Khrouchtchev était un pas en avant ou un retour aux sources. Cette discussion, qui ne se réfère qu'à l'emploi du vocabulaire, n'eut d'autre résultat que d'allonger une sauce tiède. Mollet finit par se décerner un satisfecit : « Nous avons l'impression d'être des pionniers ». Il ne précisa pas en quoi.

La politique internationale fut abordée sur le même plan irréel, intéressant comme ligne générale, mais sans grande nouveauté.

« Nous rentrons, dit le secrétaire général de la S.F.I.O., avec la conviction que Khrouchtchev est sincère quand il affirme vouloir éviter au monde une guerre atomique. Il veut la paix. Il en a besoin. Il se félicite du début de détente marquée par la signature des accords de Moscou. » La dissémination des armes nucléaires constitue un danger pour la paix. « Nous partageons ces préoccupations », dit M. Guy Mollet.

Sur les possibilités d'accord entre les deux blocs, Mollet note les divergences, mais n'apporte pas de réponse et ne propose aucune solution. Sur la question de la paix, il affirme :

« On constate du côté des Soviétiques une possibilité de recherche dans le sens de l'installation de postes de contrôle pour éviter les attaques par surprise. »

« Sur la question des solutions aux conflits existants, il existe une différence totale d'appréciation et d'approche. Lorsqu'il s'agit de chercher à contrôler et à limiter les fournitures d'armes au Moyen-Orient d'y rechercher l'implantation d'une zone dénucléarisée, les dirigeants soviétiques nient le danger dans cette partie du monde. »

Le problème allemand

Le problème allemand fut aussi au centre des discussions, mais l'échange de vues se termina en queue de poisson.

« En Europe, ce que j'appellerai d'un mot impropre le problème alle-

mand nous oppose presque complètement. »

« Quand nous disons : la division de l'Allemagne crée un problème qui peut être un jour un danger pour la paix, nos interlocuteurs nous donnent l'impression de ne pas nous croire. Ils affirment que tel ou tel dirigeant des pays occidentaux leur ont confié leur satisfaction de voir l'Allemagne divisée. A d'autres moments, il est précisé qu'au cours de l'histoire, l'Allemagne n'a pas toujours été unie. En tout cas, il est clair que les Soviétiques ne sauraient envisager que l'Allemagne de l'Est puisse cesser d'appartenir au monde dit socialiste. »

« Nous avons présenté des suggestions aussi bien sur le problème de l'unification que sur celui du traité de paix. Les dirigeants soviétiques se sont retranchés derrière l'affirmation : la R.D.A. est un Etat souverain. »

Sur les problèmes idéologiques, Guy Mollet ne fut guère à l'aise, partagé qu'il était entre le désir de ménager ses alliés de gauche, et l'envie de ne pas froisser ses amis de droite. Il commença par souligner la manie des dirigeants soviétiques de tout rejeter sur le cadavre de Staline, plutôt que de procéder à une analyse profonde du stalinisme et de la bureaucratie. Et Mollet rapporte une phrase que Khrouchtchev lui a confiée : « Si Lénine avait vécu, nous n'aurions pas perdu un quart de siècle. »

Une sorte de démocratie

Il donne ensuite ses impressions concernant l'évolution de la société socialiste qui, conduite par Khrouchtchev et son équipe, semble s'achever vers une sorte de démocratie.

« Rentrions-nous optimistes ou non ? Plutôt optimistes, mais pas à court terme. Une évolution est en cours. Elle sera lente certes, mais une nouvelle génération monte, un besoin de connaissances s'affirme... l'amélioration des conditions d'existence crée un besoin de paix, des techniciens de qualité serrent les problèmes modernes avec un esprit ouvert, des dirigeants lucides, tel Khrouchtchev, encouragent cette évolution. »

« Rien n'est certes fatal. Pas plus l'évolution du monde communiste que le choix entre la paix et la guerre. »

Et Guy Mollet conclut sur ce point : « Selon ce que seront les sociétés non communistes dans dix ou quinze ans, le mouvement communiste s'infléchira dans un sens ou dans l'autre. »

« Et c'est là que les démocrates socialistes ont leur rôle à jouer. »

C'est ensuite le tour de Pineau de répondre aux questions posées par les journalistes. Il aborde, pour sa part, le problème de l'Europe.

« M. Khrouchtchev est hostile à la constitution d'une Europe politique dans sa conception actuelle. Il n'est pas favorable au Marché commun, mais il l'admet comme une réalité et

restons fidèles aux décisions de notre dernier congrès national. Nous pouvons nous trouver dans des actions parallèles à celles des communistes pour certaines attitudes défensives. Nous acceptons de mener en commun avec les communistes, les démocrates, les syndicalistes, la campagne contre la force de frappe et pour la signature du traité de Moscou. »

« Mais si certains pensaient que nous allions revenir de l'U.R.S.S. convertis à l'idéal communiste, eh bien ! ce n'est pas pour demain ni pour après-demain. Pas plus que Khrouchtchev n'est converti à l'idéal de la démocratie socialiste. »

La conférence de presse n'apportait rien de neuf sur l'U.R.S.S., rien de neuf sur les buts du voyage. Mais au-delà de l'ennui et de la banalité, on peut discerner l'opération politique.

D'abord, Guy Mollet se présentait comme l'interlocuteur valable. Ainsi, lorsqu'il lui arrivait de dire : « J'ai vu des dirigeants qui... », il se reprit aussitôt pour corriger : « des dirigeants parmi lesquels Khrouchtchev... » Mollet ne discute qu'avec les sommets, pas avec les secondes zones.

La deuxième opération politique était organiquement liée à l'ennui et à la banalité : travaillant dans le mou, il rassurait la droite, avec qui (sait-on jamais ?) on devra envisager des accords, lors des élections futures. Il ne faut pas froisser ces Messieurs de l'Alma. Mou dans l'enthousiasme,



Ah ! ce brave Nikita, impossible de parler avec lui...

(Photo Tribune.)

« A notre avis, ajoute Guy Mollet, ce qui est positif est la dénonciation ferme, sans ambages, parfois véhémement, du stalinisme, de ses crimes, de ses fautes, et du culte de la personnalité. Il y a là de quoi satisfaire un démocrate socialiste. »

« Ce qu'il y a lieu également de remarquer chez les Soviétiques, c'est la dénonciation du pessimisme en matière de paix. »

« Aujourd'hui, on nous explique et on a raison, que, pour l'U.R.S.S., la guerre n'est pas fatale. La thèse sur les guerres justes et les guerres injustes se voit complétée par l'affirmation que « la bombe atomique n'adhère pas au principe de classe ». C'est en soi un fait important, dès lors que l'on renonce à l'inévitabilité de la guerre. »

« Les Soviétiques affirment aussi actuellement qu'il existe des voies multiples pour la construction d'une société de caractère socialiste, y compris la voie pacifique et même la voie parlementaire. Nous trouvons dans cette affirmation une justification de notre attitude. »

« D'une conversation personnelle avec Khrouchtchev, j'ai cru sentir une tendance à vouloir que le « centralisme démocratique » s'oriente vers plus de démocratie et l'affirmation de la volonté de démocratisation. »

reconnait que celui-ci constitue un grand avantage pour la France. »

Singulièrement muet

Guy Mollet revient à la tribune, car un journaliste posa une question indiscrète sur les rapports de la S.F.I.O. et du P.C. Très habilement, Mollet joua sur le côté plaisantin de Khrouchtchev. On croyait voir le joyeux Nikita, jouant le père de la mariée aux noces de Valentina. Ah ! le bougre, impossible de parler sérieusement avec lui... Figurez-vous qu'à chaque fois que le mot Parti communiste français était prononcé, Khrouchtchev coupait court : « Cela relève des problèmes intérieurs... Les partis communistes nationaux sont libres... Chacun d'eux est seul à pouvoir prendre des décisions. » Et lorsque Mollet risquait une critique, je ne peux pas admettre qu'on en dise du mal... Ah ! ce brave Nikita, impossible de causer avec lui. Et voilà pourquoi Mollet fut singulièrement muet sur ce sujet.

On en arriva ensuite à la conclusion générale.

« Pour nous, en ce qui concerne nos rapports avec les communistes, rien n'est changé par notre voyage à Moscou, rien ne pouvait l'être. Nous

il était mou dans la critique. Il ne risquait donc pas de se mettre les communistes à dos, pour les mêmes raisons (sait-on jamais ?) électorales. »

Sur les grands problèmes, par contre, il se donnait à fond. La guerre ? A bas la guerre. La Paix ? Nous le disons tout cru : nous sommes pour la paix. Les pays sous-développés ? Il faut aider les pays sous-développés. Mais lorsqu'il s'agit de savoir comment éviter la guerre, comment aider les pays sous-développés, les scrupules se réveillent. Ah ! le problème mérite attention, il ne faut pas brusquer les choses, il y a du pour et du contre... Bien sûr, mais pas tout à fait...

A cette opération politique, le gouvernement répondit par des insinuations odieuses. La R.T.F. en rendit compte d'une manière particulièrement déformante. On put entendre un speaker annoncer : « L'agence Tass a publié un assez long commentaire de la conférence de M. Guy Mollet, soulignant qu'il existait encore des divergences entre le P.C. russe et le leader de la S.F.I.O., en particulier sur le problème allemand ». Cela revenait à dire, qu'à un détail près, Guy Mollet avait adhéré au P.C.

LES SYNDICATS FACE AU RÉGIME



C'est le comité central de grève d'E.D.F.

(Photo Elic Kagan.)

La grève du 6 novembre dans le secteur public a été très suivie, en particulier chez les enseignants, les postiers, les gaziers et électriciens, c'est-à-dire dans des corporations où le syndicalisme est traditionnellement bien organisé et très agissant. Dans l'ensemble, le mouvement du 6 novembre a témoigné de la discipline mais aussi du mécontentement et de la combativité de la base. De nombreux meetings et manifestations unitaires ont confirmé que l'unité d'action s'impose désormais comme une nécessité à toutes les organisations.

Assez lent à démarrer, le mouvement revendicatif de cet automne bénéficie donc de conditions favorables et ne peut qu'être stimulé par la poursuite remarquable de l'expansion économique non ralentie jusqu'ici par le plan de stabilisation. Mais il faut souligner que l'essentiel de la bataille se livre dans le secteur public, les contradictions entre les deux secteurs, un peu atténuées après la grève

des raisons de leur prudence peut-être excessive, au moment de la grève des mineurs. Actuellement, certaines divergences d'appréciation se font jour chez les dirigeants syndicaux. A la C.G.T. et à F.O., où l'on connaît les faiblesses de l'opposition politique (malgré les progrès de l'unité de la gauche), on penche pour une tactique de harcèlement qui pourrait arracher des concessions limitées au gouvernement. C'est ainsi que la puissante fédération des cheminots C.G.T. se prononçait pour une nouvelle grève à la S.N.C.F. le 14 novembre, alors que la fédération C.F.T.C. est pour une grève le 27 novembre qui s'inscrirait dans un mouvement d'ensemble du secteur nationalisé. La C.F.T.C. voudrait faire de cette journée du 27 novembre une étape vers une journée nationale d'action qui engloberait les deux secteurs, et au cours de laquelle seraient mises en avant, non pas seulement des revendications, mais aussi certaines réformes de structure.

Moins sensible que les centrales concurrentes à des facteurs proprement politique, la C.F.T.C. s'efforce d'opposer à la politique gaulliste des contre-propositions constructives : harmonisation de la croissance économique entre les régions et les catégories sociales, démocratisation de la planification, politique des revenus limitée au S.M.I.G., aux prestations sociales et familiales, c'est-à-dire à des revenus parfaitement connus. Aussi bien les représentants de la C.F.T.C. à la « conférence des revenus » ne se sont pas contentés d'une contestation somme toute facile (peut-on évaluer les revenus autres que salariaux ?) Ils ont formulé un certain nombre de préalables à toute politique des revenus : libre discussion des salaires portant non seulement sur le salaire minimum, mais sur les salaires réels ; discussion véritable des salaires dans les entreprises nationalisées ; extension des pouvoirs des comités d'entreprise qui auraient accès aux « secrets » patronaux ; contrôle des investissements privés et création d'une caisse nationale d'investissements. Il reste que des démonstrations de masse pour appuyer ces objectifs sont sans doute plus susceptibles d'avoir une valeur de propagande que d'aboutir à des résultats concrets. La question du régime demeure posée.

A cet égard, nous ne sommes plus aux débuts de la IV^e République, alors que nombre de dirigeants syndicalistes, considérant le gaullisme comme un moindre mal, ménageaient de Gaulle à cause de l'Algérie... ou des sentiments de leurs troupes. Aujourd'hui, les syndicats sont ouvertement hostiles au Pouvoir dont une

des grandes faiblesses est de n'avoir aucune attache avec eux (à la différence de nombre de gouvernements de la IV^e République). La C.F.T.C., quoi qu'en pensent certains, ne fait pas exception à la règle. Au contraire, son dynamisme non tempéré par des prudences politiciennes est un des principaux motifs d'inquiétude des gaullistes. Ceci était reconnu récemment, par l'organe officiel « Le Nouveau Candidat », qui soulignait d'ailleurs que les cadres des syndicats sont « tous anti-gouvernementaux ». Mais l'auteur de l'article, M. Henri Marquet, ajoutait ceci qui est pour nous du plus grand intérêt : « Ils passeraient sans doute à l'attaque ouverte contre le régime

s'ils avaient l'impression qu'une gauche unie était prête à satisfaire le besoin de direction dont ils perçoivent la force dans les masses.

« Ils sont, si l'on veut, a-gaullistes. »

A-gaullistes ? Non, ce temps est révolu. Disons que ce sont des anti-gaullistes qui ne vont pas jusqu'au bout de leur logique. En contestant le plan de stabilisation de Giscard d'Estaing, ils affirment la nécessité d'une autre politique que certains s'efforcent de définir. A nous de les y aider et de les convaincre que la nécessité d'un front commun partis-syndicats, d'un front socialiste pour passer à l'offensive contre le régime.

Maurice Combes

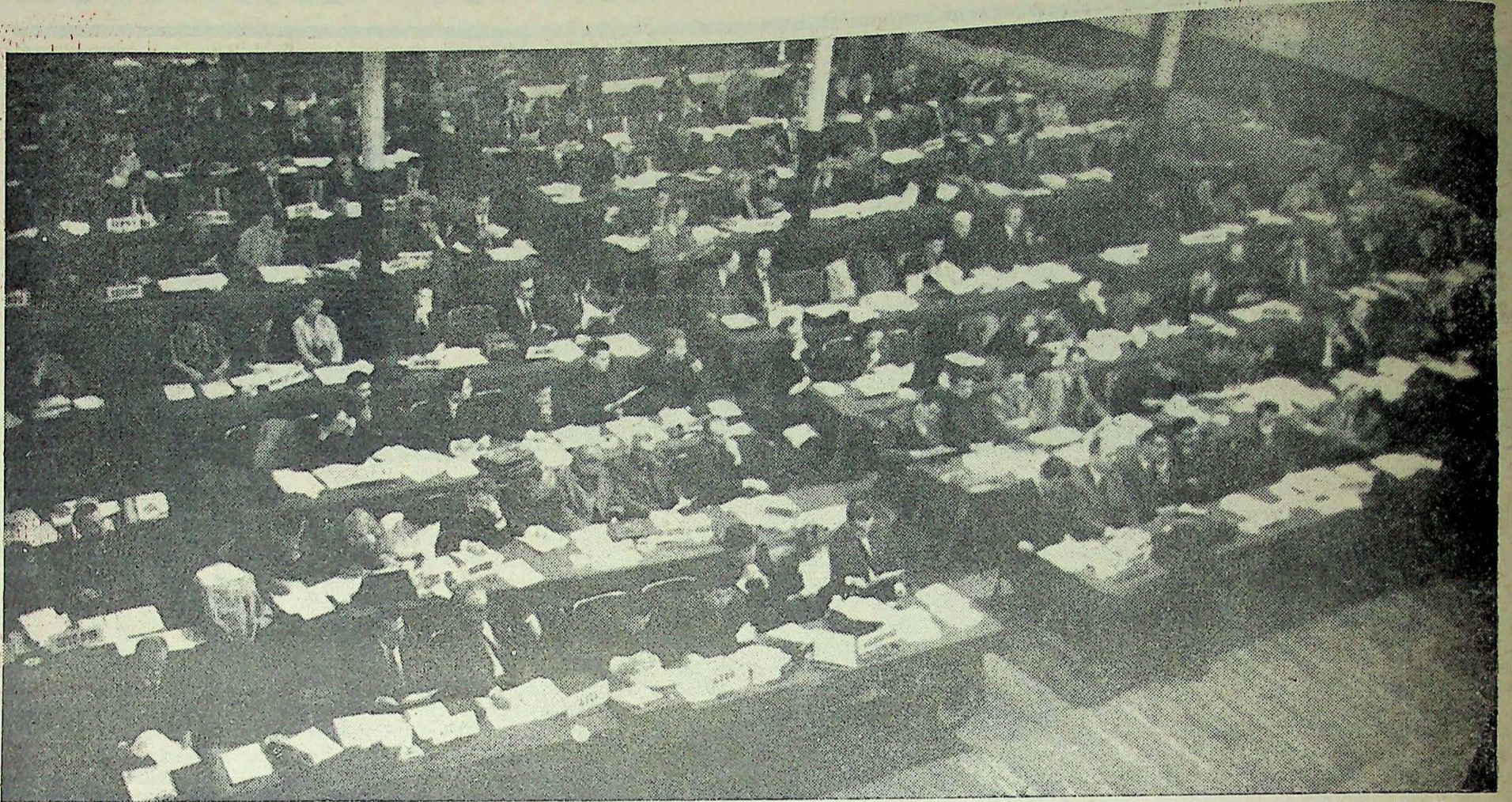


ve victorieuse des mineurs, s'étant à nouveau approfondies. Le fait que le gouvernement ne puisse pratiquement bloquer les salaires que dans le secteur public est susceptible d'alimenter l'agitation dans ce secteur et d'y entraîner des explosions.

Toutefois, la combativité ne paraît pas suffisante pour lancer une grève illimitée, par exemple à la S.N.C.F. ou dans les P.T.T. C'est ici que se pose un problème tactique redoutable aux syndicats qui n'entendent pas se contenter d'un « baroud d'honneur ». Mais la tactique ne saurait être indépendante de la stratégie. Alors que l'intransigence gouvernementale (pas d'augmentation supérieure à 4 p. cent par an pendant la durée du plan de stabilisation) tend à unifier les luttes, les centrales ne peuvent ignorer les implications politiques d'un conflit d'ensemble dans le secteur public qui tournerait à l'épreuve de force avec le régime. C'était d'ailleurs une



LES RÉOLUTIONS DU III^{ème}



Une vue de la salle pendant une séance plénière.

(Photo Elie Kagan.)

Texte d'orientation politique

(partie communiquée à la majorité et à la minorité et adoptée par le Congrès à l'unanimité moins une voix).

L'opposition au régime gaulliste s'est manifestée avec une vigueur croissante depuis un an. De nouvelles fractions de l'opinion ont pris conscience, après cinq ans d'expérience, que ce régime, malgré la « stabilité » dont il n'a cessé de se faire un mérite, est incapable de donner aux problèmes sociaux, économiques et financiers des solutions conformes aux aspirations des masses populaires de notre pays.

La grève des mineurs et les conflits sociaux du printemps dernier, les manifestations paysannes, la grève du 6 novembre dans la fonction publique et plusieurs entreprises nationalisées, le mécontentement des étudiants et du monde universitaire, attestent que l'opposition s'élargit et fait preuve d'une combativité de plus en plus grande.

Le Bureau national

Aussitôt après son élection, le Comité politique national a élu le Bureau national suivant :

Edouard Depreux, secrétaire national ; Jean Arthuys, trésorier national ; Pierre Berevoy, Marcel Debarge, Marc Heurgon, Henri Longeot, Harris Puisais, Jacques Raymond, Jean Berlhac.

Cette situation nouvelle offre de grandes possibilités d'action aux organisations qui se dressent contre le régime du pouvoir personnel.

Mais elle leur impose des devoirs. Il n'est pas douteux, en effet, que le régime instauré par de Gaulle en 1958, dans la mesure même où il ressent cet affaiblissement de son prestige, sera conduit, pour survivre, à accentuer son caractère autoritaire et à porter de nouveaux coups aux forces de la démocratie et du socialisme. Les premières tentatives pour limiter le droit de grève en sont la preuve.

Aussi est-il nécessaire que de nouveaux progrès soient accomplis dans la coordination des efforts, d'abord pour enrayer cette évolution du régime, ensuite pour préparer contre lui une offensive décisive.

C'est à cette fin que le P.S.U. propose de mener en commun une série

d'actions contre les aspects les plus néfastes de la politique gaulliste, en particulier :

— contre la politique de blocage des salaires, de diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, contre les mesures tendant à paralyser le mouvement syndical et à lui imposer une intégration au régime ;

— contre l'utilisation abusive de la R.T.F. par la propagande du pouvoir et pour une égalité réelle dans l'utilisation des organismes nationaux d'information ;

— contre la force de frappe et la politique gaulliste de sabotage des efforts de détente internationale et contre le nationalisme qui commande son attitude à l'égard des problèmes européens ;

— contre le sabotage de l'enseignement public et les mesures anti-laïques ;

— contre une restriction des libertés locales imposées à l'occasion d'une réforme technocratique des collectivités départementales et communales et sur tous les autres thèmes d'action qui résulteront des événements.

Mais le P.S.U. estime que les forces de l'opposition socialiste ne peuvent plus aujourd'hui se contenter de livrer des batailles défensives ; celles-ci doivent permettre sans aucun doute de consolider et d'élargir le mouvement d'unité qui s'est déjà manifesté depuis quelques mois, mais l'heure est venue de franchir une nouvelle étape.

Il faut que les forces de l'opposition socialiste soient prêtes à renverser le régime gaulliste et à assumer les responsabilités de sa succession. A cette fin, elles doivent dans les plus brefs délais entreprendre la recherche d'un programme commun.

Celui-ci doit avoir pour objet à la fois de rétablir les libertés démocratiques et de réaliser dans les domaines économique et social les profondes transformations de structure qui engageront notre pays dans la voie de la démocratie socialiste. En dehors de la définition d'institutions politiques, la discussion du programme commun devrait porter notamment sur la proposition d'un contre-plan.

(Ici s'insère la partie de la résolution adoptée par 358 mandats contre un autre texte qui recueille 294 mandats).

Si une telle perspective était offerte aux masses populaires, il est certain qu'un élan nouveau, et une vigueur accrue, seraient données aux forces qui combattent le régime gaulliste. La lutte contre celui-ci prendrait en même temps une signification nouvelle aux yeux des travailleurs. Il ne s'agirait plus seulement pour eux de combattre le pouvoir personnel et de rétablir les libertés démocratiques

supprimées par le gaullisme : il s'agirait aussi de franchir des étapes décisives dans la voie et l'édification d'un régime socialiste dans notre pays.

Pour reprendre l'offensive

(texte d'orientation adopté par 358 mandats)

C'est en effet sur le terrain économique et social, où le régime a déjà reçu des coups sérieux, que le P.S.U. entend proposer aujourd'hui à l'ensemble de la gauche de reprendre une initiative de grande ampleur.

Au lieu d'attendre que de Gaulle présente son V^e plan, au lieu d'attendre qu'il poursuive ses efforts en vue d'intégrer une partie de la gauche, qu'il organise un référendum sur la réforme du Conseil économique et sur la réforme administrative, le mouvement ouvrier et les forces démocratiques qui lui sont proches doivent soumettre au pays des objectifs qui, compte tenu des possibilités techniques réelles, pourraient être atteints dans les quatre ou cinq ans environ... s'il n'y avait précisément sur le chemin des obstacles qui naissent de la domination capitaliste et de la réalité politique du gaullisme.

S'il est encore difficile d'aboutir à un accord général sur un programme de transition, il nous paraît dès maintenant possible d'établir en commun un véritable contre-plan qui viserait à la fois à l'amélioration des conditions de vie, la réalisation d'un vaste effort culturel et technique et la démocratisation des organismes qui commandent la vie nationale.

Le contre-plan

Le contre-plan qui fournirait ainsi la base de la partie économique du programme de transition devrait contenir trois éléments essentiels :

— d'abord, comme nous l'avons dit, l'énumération des grands objectifs susceptibles d'être atteints dans les quatre ou cinq ans à venir (augmentation systématique et non hiérarchisée des bas salaires, cinq cent mille logements par an, doublement des moyens d'accueil de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur, présalaire étudiant, grands investissements, à savoir : recherche scientifique et industries d'avant-garde, démocratisation des organismes de gestion et de contrôle, décentralisation économique régionale assurée par des plans et des budgets d'investissement régionaux) ;

— ensuite, l'indication des obstacles que le capitalisme et son expansion politique actuelle mettent à leur réalisation (répartition des profits, spéculation foncière, priorités militaires, liaison entre le pouvoir et les grandes affaires, nature technocratique des organismes économiques de l'Etat, etc.) ;

— enfin, la précision des moyens qu'il faudrait utiliser pour surmonter ces obstacles (planification démocratique, nationalisation des pôles de domination, contrôle des revenus, municipalisation des terrains à bâtir, réforme de l'enseignement, réforme de la distribution, agriculture de groupe, représentation des différentes catégories sociales aux organismes économiques en fonction de leur importance économique, etc.).

Notre stratégie d'unité

Le contre-plan constitue pour le P.S.U. le cadre d'une action qui débouche sur la perspective du pouvoir et de ses responsabilités. Son articulation permet de mener et de coordonner des campagnes de plus ou moins grande ampleur, tout en faisant peu à peu mûrir dans la conscience des masses populaires l'idée qu'une transformation profonde de la société est devenue nécessaire.

La proposition que fait à ce propos le P.S.U. s'adresse à toutes les organisations populaires (P.C., S.F.I.O., syndicats, mouvements de jeunesse, etc.). Il va de soi que le contenu du contre-plan dépendra des discussions générales ou multilatérales que nous aurons avec ces organisations. Le P.S.U. se réserve cependant la possibilité de prendre ses propres initiatives pour populariser tel ou tel aspect du contre-plan, et pour lancer sans tarder le mouvement.

C'est ainsi qu'il a procédé lorsqu'en 1960 et en 1961 il a amorcé par son action les grandes manifestations qui devaient marquer la dernière phase de la guerre d'Algérie.

L'élaboration du contre-plan et le développement des campagnes d'action menées dans l'unité, à quelque échelon que cela soit, montrera aux militants et aux cadres des organisations populaires la nécessité de réaliser une alliance plus profonde en vue de construire la démocratie socialiste.

Ainsi pourra être scellé sur des bases concrètes le pacte de Front socialiste, sous la forme d'un **contrat d'unité aux organisations.**

Contrairement aux coalitions du passé réalisées sur un simple catalogue de mesures à court terme, ce contrat devra être conclu sur un programme de transition vers le socialisme.

La participation des masses popu-

CONGRÈS NATIONAL DU P.S.U.

lares aux campagnes unitaires qui auront précédé l'élaboration du contrat constituera pour celui-ci la meilleure des garanties.

La proposition immédiate du contrat se heurterait actuellement à de nombreuses difficultés variables suivant les régions ou les organisations. Par conséquent, elle ne doit pas constituer un préalable à l'action commune mais être popularisée à l'occasion des campagnes d'action.

Texte minoritaire d'orientation

(qui a recueilli 294 mandats)

La question mise à l'ordre du jour par les événements est celle d'une politique cohérente pour faire face au gaullisme et pour le remplacer, et de la coalition qui appliquera cette politique. La simple « unité d'action », pour laquelle nous n'avons jamais ménagé nos efforts, ne saurait seule répondre aux exigences du moment ; inversement, l'unité organique n'est pas une possibilité actuelle. Une ré-affirmation abstraite de notre fidélité au Front socialiste ne saurait non plus répondre aux exigences de la situation nouvelle et aux possibilités d'action.

Il est possible, et il est nécessaire qu'entre tous les travailleurs, entre leurs organisations politiques, syndicales, se réalise un accord qui constituera un véritable pacte de l'opposition socialiste, et, pour demain, un pacte de gouvernement. Parvenir à un tel accord, tel est le sens de la politique du CONTRAT.

Les propositions du « contrat d'unité » ne sont pas simplement des propositions de sommet. Elles n'auront d'efficacité à ce niveau (comme toute proposition) que si, dès maintenant, nous portons le débat sur la nécessité du contrat, son contenu, ses méthodes parmi l'ensemble des travailleurs : il doit donc s'agir d'une véritable campagne politique permanente au niveau local, départemental, régional, comme à celui des entreprises et des syndicats. Cette campagne centrale (à laquelle se rattacheront des actions revendicatives ou politiques particulières) donnera à la politique du parti la continuité et la cohésion qui lui ont manqué depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Les comités pour le Front socialiste doivent rassembler dans une entreprise, un quartier ou une localité, des militants appartenant aux diverses organisations politiques et syndicales, ainsi que les inorganisés. Ces comités seront constitués au fur et à mesure des besoins de l'action ; ils n'auront jamais pour objet de « doubler » les organisations syndicales mais, au contraire, de favoriser leur renforcement et leur unification.

Notre proposition de contrat d'unité doit comprendre trois séries d'éléments :

— un programme des principales mesures économiques et politiques qui permettront de donner à la démocratie une base socialiste stable. C'est le programme de transition définissant l'alternative au gaullisme.

La proposition de contre-plan faisant apparaître clairement à l'opinion publique les options économiques, financières et sociales qui seraient opposées à celles du système gaulliste, serait l'occasion de populariser les divers aspects du programme de transition vers le socialisme et non de consolider le capitalisme. Elle devrait prendre appui sur les luttes sociales menées en vue de la défense du pouvoir d'achat et des conditions de vie des travailleurs ;

— un plan d'action portant sur divers terrains la lutte contre le système actuel et préparant la solution de rechange. Il va de soi que nous n'attendrons pas que l'accord soit conclu sur l'ensemble pour entreprendre telle ou telle campagne d'action commune ;

— des garanties, engagements mutuels de respect et de défense de l'unité, de l'indépendance, de la démocratie du mouvement socialiste, garanties qui ne doivent pas être de simples promesses mais être étayées par le développement de la démocratie intérieure au sein des organisations ouvrières.

Refuser sans contrepartie cette politique, c'est laisser le parti sans réponse face aux propositions de programme commun et de regroupement qui ne manqueront pas de lui être faites ; c'est donner en cette matière

un chèque en blanc à la future direction du parti.

Si nous continuons à rester passifs, ce sont les convives du banquet des « Mille » qui prendront la tête de l'opposition à de Gaulle : au lieu de jouer son rôle d'unificateur et de renouvateur du mouvement socialiste, le P.S.U. n'aura le choix qu'entre un isolement impuissant et le ralliement à un cartel de la IV^e République rénovée.

Le parti et les syndicats

(texte adopté par 368 mandats)

Parce que le P.S.U. considère les luttes populaires comme un terrain d'action essentiel, il se doit de renforcer ses liens avec la classe ouvrière organisée dans les syndicats, qui sont depuis 1958 le foyer le plus efficace de résistance au régime gaulliste, qui restent les plus aptes à rassembler et à mobiliser les forces populaires. C'est au sein des forces syndicales que la stratégie du Front socialiste et les mots d'ordre de rénovation de la gauche socialiste ont

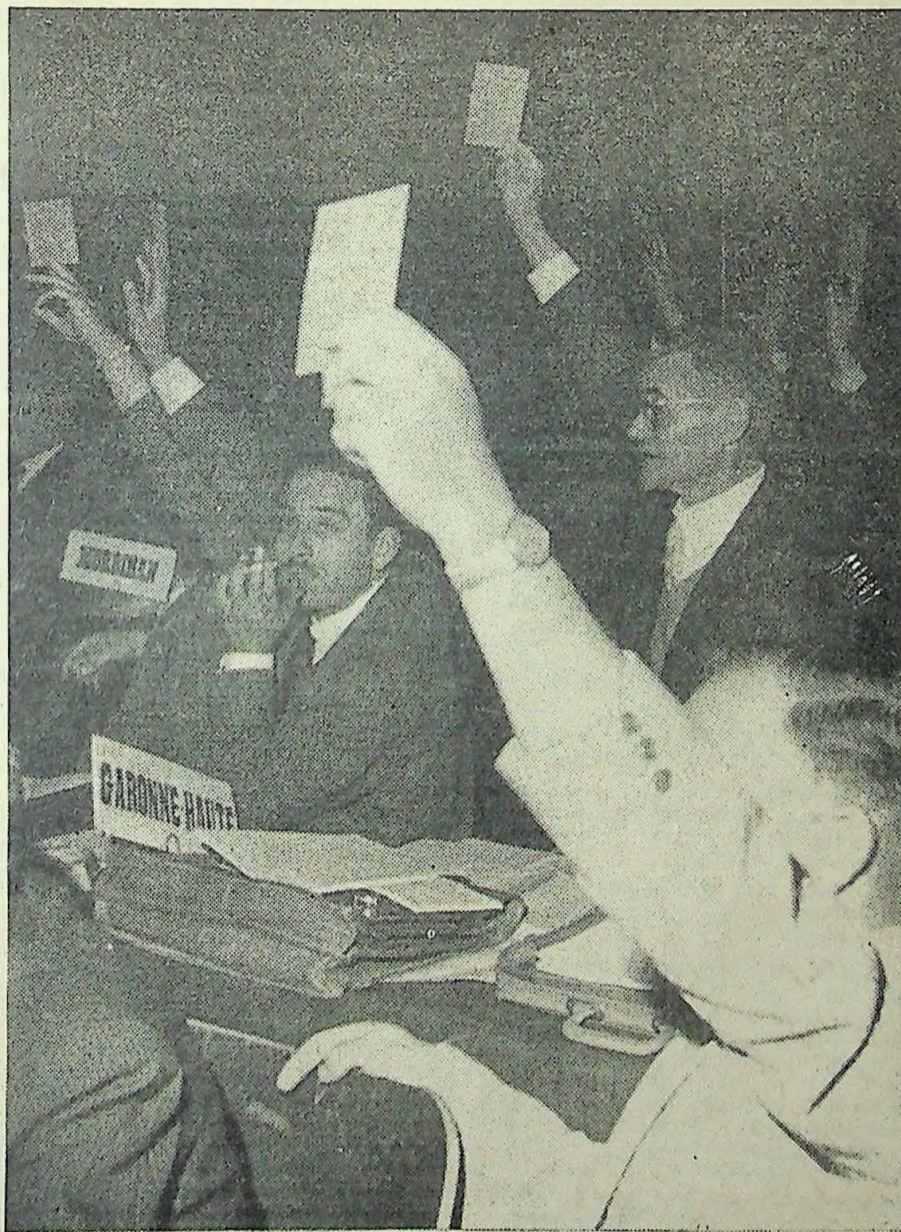
supposé la condamnation de la théorie de la « courroie de transmission », c'est-à-dire l'existence de fractions structurées à l'intérieur d'un syndicat, agissant avec discipline selon les consignes d'une organisation politique. Elle suppose qu'à la fausse conception qui tend à dénoncer et combattre en permanence les cadres syndicaux, le P.S.U. sache substituer un effort constant pour entraîner ceux-ci et les gagner à ses vues. Quand le P.S.U. estimera nécessaire de faire connaître ses désaccords avec telle ou telle position syndicale, il le fera en termes fraternels, soulignant qu'il s'agit de notre contribution à une lutte commune à poursuivre dans l'unité et sans cesser de dialoguer.

3^e L'association des militants syndicalistes du P.S.U. aux débats et options du parti :

La mise en place, aux échelons régionaux et national du parti, de « Conseils syndicaux » consultatifs, doit être décidée par le congrès, qui doit mandater la direction du parti pour en prévoir les modalités pratiques. De tels organismes ne supplanteront pas les sections ou groupes d'entreprises : ils auront un triple rôle de liaison, d'information et de recherche, qui permettra au P.S.U.

est un des événements les plus importants de cette dernière année. Les secteurs d'activité réciproque doivent être ainsi délimités : l'organisation syndicale est seule compétente pour choisir la date, le lieu, les modalités de son action ; le parti politique doit définir clairement ses options, dégager les conséquences et les implications politiques de l'action des organisations syndicales, il doit notamment expliquer qu'aux revendications catégorielles doivent être préférées des revendications plus larges permettant d'unifier et de généraliser les luttes des travailleurs.

Les militants sont membres actifs des différentes centrales, ils doivent en être les meilleurs défenseurs contre les attaques du pouvoir et des classes dominantes. Cette nécessaire solidarité avec les organisations qui représentent les intérêts élémentaires de la classe exploitée ne supprime en rien le devoir pour le parti de jouer un rôle de ferment et d'animation dans la vie syndicale, ce rôle devant aider les travailleurs à prendre conscience du nécessaire prolongement politique de leurs luttes : aucune conquête économique ne pouvant être garantie sans remise en cause du pouvoir bourgeois.



C'est le moment du vote...

(Photo Elie Kagan.)

rencontré l'écho le plus large. Il faut renouer nos liens avec les forces syndicales ; ce qui suppose :

1^o Une claire définition des rapports entre parti et syndicats :

L'association du parti et des syndicats au sein du Front socialiste implique qu'il n'y ait pas de « domaine réservé ». Pourtant, les secteurs d'activité réciproque doivent être clairement délimités : l'organisation syndicale est seule compétente pour choisir la date, le lieu et les modalités de son action. Le parti politique, lui, doit définir clairement ses options, dégager les conséquences et les implications politiques de l'action des organisations syndicales. Il doit sans cesse expliquer que les revendications professionnelles doivent trouver leur prolongement dans des campagnes plus larges, permettant de généraliser les luttes des travailleurs et de leur donner un caractère offensif.

2^o La popularisation des mots d'ordre du parti à l'intérieur des syndicats :

La politique du Front socialiste

d'utiliser à plein l'avantage que constitue pour lui la présence de ses militants dans toutes les centrales syndicales, ce sont là les meilleurs propagandistes de la politique du parti.

Texte minoritaire sur le parti et les syndicats

(qui a recueilli 294 mandats)

Le P.S.U. doit considérer les luttes populaires comme son terrain d'intérêt essentiel. S'il ne le faisait pas, non seulement il risquerait de retomber dans la pure tradition parlementaire, mais il se couperait de l'ensemble de la classe ouvrière organisée. La lutte des classes ne se divise pas. La collaboration des partis et des syndicats au sein du Front socialiste nécessite qu'il n'y ait pas de domaine réservé, ainsi la prise de conscience manifestée par des interventions politiques des organisations syndicales

Le Comité politique national

Le congrès a désigné comme membres du comité politique national, dans l'ordre du nombre des voix obtenues :

30 MAJORITAIRES : MM. De-necker, Gontcharoff, Mazier, Naville, Verlhac, avec le même nombre de voix ; Pierre Berezovoy, Guillaneuf, Sécher, Garnier, Montariol, Puisais, Raynaud, Depreux, Delhon, Arthuys, Longeot, Lecleq, Schulbaum, Servent, Dartigues, Kergoat, Debarge, Cava-roz, Chevallier, Serge Mallet, Gilles Martinet, Kesler, Heurgon, Combes et Bassan.

25 MINORITAIRES : MM. Fourrier, Le Coadic, Lucas, Poperen, Tanguy Prigent, Weitz, avec le même nombre de voix : Mattéi, Michel Peregovoy, Blaisse, Claude Bourdet, Desson, Vincent, Roy-nette, Noulé, Victor Fay, Penne-tier, Leouenne, Altéza, Mora, Favre-Béibtreu, Brisset, Marchi, Gallon, Manin et Véron.

Le parti doit devenir le champion de l'unité syndicale organique dans une centrale unique ouverte aux différents courants afin de permettre le renforcement de l'action revendicative et de l'action anticapitaliste du mouvement ouvrier. Il doit s'efforcer aussi de faciliter la mise au point d'une stratégie revendicative qui s'oppose à la dispersion des forces. Le parti doit dire clairement que le renforcement de l'action syndicale passe par l'abandon du système des revendications de catégorie et des actions corporatistes isolées. Il doit dénoncer la programmation sociale capitaliste (politique nationale des revenus) et les tendances à l'intégration dans les organismes de collaboration de classe créés par l'Etat capitaliste (par exemple : Fonds national de l'emploi).

Il faut faciliter la participation des organisations syndicales à l'élaboration des éléments de la politique du contrat. Dans ce cadre pourront s'exprimer normalement les propositions et les critiques réciproques dans le respect de l'autonomie de chacun.

Les militants du P.S.U. dans les diverses centrales ont en commun leur volonté unitaire démocratique et la lutte pour les intérêts généraux des travailleurs qui s'exprime dans la politique de Front socialiste et de contrat d'unité : ils confrontent leurs problèmes, leurs expériences et travaillent à faire converger leurs efforts au sein de commissions syndicales. C'est ainsi à l'ensemble du parti qu'il revient de déterminer cette ligne générale de son syndicalisme unitaire. A l'inverse, le parti se refuse à créer tout organisme qui tendrait à faire intervenir le parti dans la détermination de la politique syndicale proprement dite ou à substituer en dialogue parti-syndicats des négociations intérieures entre direction du parti et dirigeants syndicaux, membres du parti ou sympathisants, ce qui reviendrait à rétablir pour notre compte la politique de la « courroie de transmission ».

BERLIN : une politique irréaliste

FRANÇOIS MAURIAC disait, il y a quelques années, qu'il aimait l'Allemagne, qu'il l'aimait tellement qu'il préférerait en avoir deux à adorer plutôt qu'une. C'est méchant et nous en sommes presque choqués, en 1963. Voyons, l'Allemagne, notre grande amie, notre alliée éternelle (l'homme oublie vite), le bastion de la civilisation occidentale contre les hordes venues de l'Est. Mémoire courte et grands sentiments de réconciliation, nous en sommes là.

Ça n'est sûrement pas plus mal, mais écoutez M. Messmer lorsqu'il défend son budget militaire : « Nos dépenses militaires n'ont augmenté que de manière insignifiante depuis cinq ans alors que celles de l'Allemagne ont augmenté de 70 % ». Comment ? Vous entendez un bruit de bottes dans le couloir ? Rassurez-vous ces bottes-là sont amies. « Wir sind Kamaraden. » Pour l'éternité, cette éternité qui ressemble à la « der des der » des pauvres types de 14-18. D'ailleurs, le peuple français a oublié ; les gosses dans la rue, lorsque notre bonne télévision les interroge, ne connaissent pas le 11 novembre. Hitler, c'était un cow-boy ou un général de Bismarck.

Cette Allemagne occidentale est, nous dit-on, totalement inoffensive, tranquille comme Baptiste, les Américains sont passés par là, le confort aussi et il est de fait que Francfort ressemble plus à New York que n'importe quelle ville européenne ; finies les ruines, la désolation de 1945, évanouis les mendiants unijambistes, les femmes tendant la main, la bonne politique de M. Adenauer a apporté la richesse, les dollars américains ont fructifié dans ce pays exsangue qui, parce que son industrie était totalement détruite, a su en reconstruisant tout se faire une économie toute neuve et en plein essor.

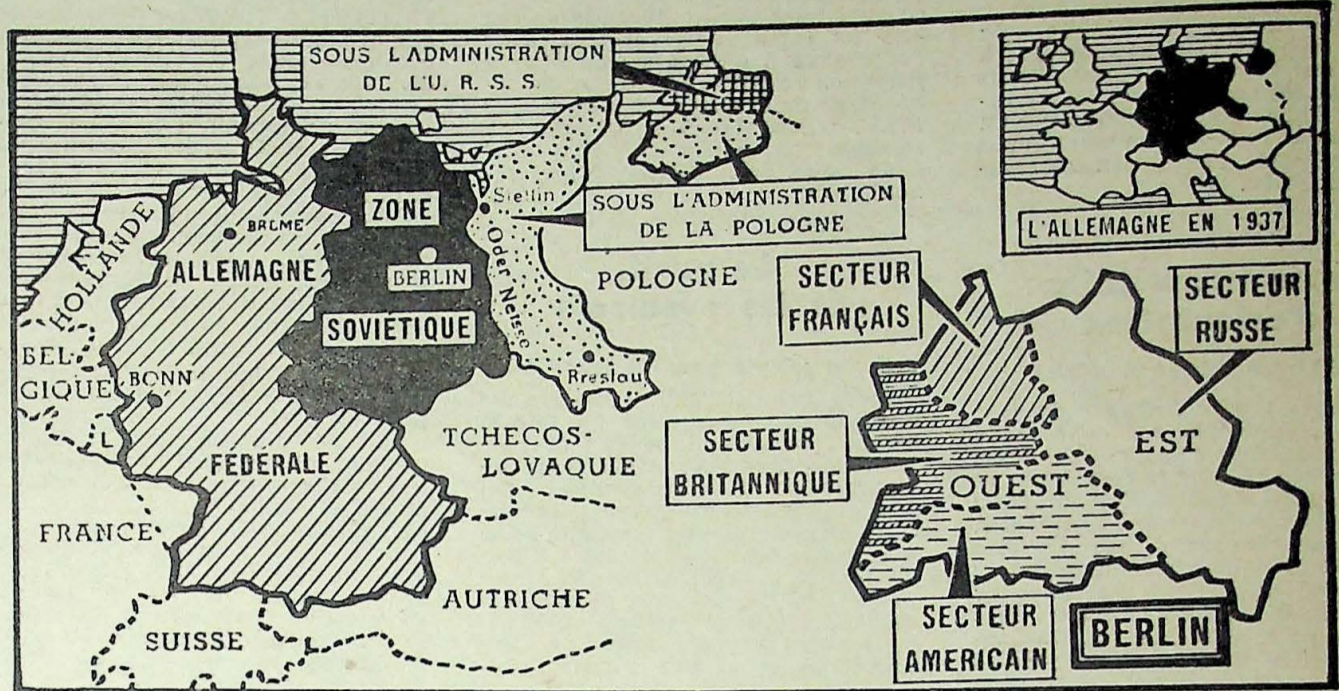
Un problème difficile et inhumain

Maintenant le problème se pose : si l'Allemagne n'avait pas été coupée en deux, le miracle de M. Adenauer serait-il aussi visible ? Il faut avouer honnêtement que le vieux chancelier n'a jamais fait de grands efforts pour la réunification. Sa majorité au Bundestag, bien confortable et chrétienne au possible, aurait sans doute sensiblement diminué avec la venue des députés de l'actuelle Allemagne de l'Est. On parle de peuple déchiré, mais on n'en pense pas moins. On pleure sur les malheurs de ces familles déchirées, séparées par cet ignoble mur, mais pourquoi M. Adenauer a-t-il toujours été aussi inflexible sur ce problème de Berlin ? Pourquoi la politique occidentale est-elle toujours aussi folle et irréaliste ? Pourquoi ne pas reconnaître l'Allemagne de l'Est ? Pourquoi ne pas accepter un Berlin ville libre ? Pourquoi refuser les plans Rapacki ou Mendès-France qui donnaient un peu de clarté et d'intelligence dans ce problème difficile et, par certain côté, inhumain.

Problème difficile certes mais combien artificiel. Les séquelles de la guerre froide doivent se terminer et rapidement. Pour changer un peu, je voudrais vous raconter une histoire, hélas ! une triste histoire. Il existe dans la bonne Allemagne occidentale de 1963 un résistant au régime de Hitler, un résistant qui a souffert dans sa chair et qui vingt ans après a eu le malheur de dire et d'écrire qu'il reconnaissait dans l'état-major de la Bundeswehr d'anciens nazis et non des moindres, n'est-ce pas M. Speidel ? Cet homme a été traîné devant les tribunaux. Il s'appelle Lorenz Knorr. Oseront-ils le condamner ? Quand je vous disais que j'entendais des bruits de bottes.

Michel Joch.

VIALLETTEL, villa J.-Jaurès 19, rue Rossignol, THIONVILLE (Moselle), (CCP Nancy 1355-13), édite des enveloppes « Halte aux essais nucléaires de tous les pays ». Franco : 10 F les 550. Echantillons contre 0.40 F.



(Photo A.D.P.)

BERLIN 1945 - 1963

I. — De l'union entre les vainqueurs au blocus de Berlin (1944-1949) :

Le 12 septembre 1944, un protocole est signé à Londres. Il prévoit le partage de l'Allemagne en trois zones et l'administration conjointe du Grand Berlin par les E.U.A., la G.-B. et l'U.R.S.S.

Ce protocole est précisé par deux accords conclus à Londres le 14 novembre 1944.

Ces accords sont eux-mêmes complétés par un accord du 1^{er} mai 1945 qui crée une zone d'occupation française.

2 mai 1945, l'armée soviétique entre à Berlin.

Le 8 mai 1945, les armées allemandes capitulent sans condition.

Le 5 juin 1945, les « quatre » (E.U.A., G.-B., France, U.R.S.S.) annoncent qu'ils prennent en charge le pouvoir suprême en Allemagne.

Le 1^{er} juin 1945, des unités américaines, britanniques et françaises entrent à Berlin.

Le 2 août 1945, l'accord de Potsdam, signé par les E.U.A., la G.-B. et l'U.R.S.S., prévoit que « pendant la période d'occupation, l'Allemagne sera traitée comme une entité économique unique ». L'autorité suprême est, en principe, exercée par un Conseil de contrôle, siégeant à Berlin, et composé des quatre commandants en chef statuant à l'unanimité.

Durant la période qui suit, le veto français, inspiré par la politique extérieure du gouvernement provisoire du général de Gaulle, empêche la création d'administrations centrales allemandes, même celles prévues à Potsdam pour les Finances, les Communications et le Commerce extérieur. Après mars 1946, le Conseil de contrôle ne prend plus guère de décisions.

1946 et 1947 marquent le début de la guerre froide :

— Echec des conférences à quatre en avril-mai, juin-juillet 1946, mars-avril et novembre 1947 ;

— L'U.R.S.S. et ses satellites refusent l'aide Marshall et constituent le Kominform ; surtout la division de l'Allemagne entre la zone soviétique d'une part, les zones américaine, britannique et française d'autre part, se précise : Sur le plan économique : l'Allemagne de l'Ouest reçoit l'aide Marshall, fait l'objet d'une réforme monétaire (le 20 juin 1948) et constitue une union douanière (le 16 février 1949). Sur le plan politique : constitution de la bizonne, puis de la trizone et enfin de la République fédérale d'Allemagne.

Le 19 mars 1948, le général russe

Sokolowski quitte le Conseil de contrôle à Berlin.

Le 31 mars 1948, pour riposter contre la constitution de la République fédérale d'Allemagne, les Soviétiques organisent le blocus par terre des secteurs américain, britannique et français de Berlin. Berlin-Ouest est sauvé par le pont aérien organisé par les Américains. Les soviétiques s'inclinent en effet par l'accord quadripartite du 5 mai 1949.

Novembre 1948, constitution d'une municipalité séparée à Berlin-Est. 9 novembre 1948, émeute à Berlin-Est.

II. — Statu quo puis détente (1950-1958) :

Juillet 1953, le peuple de Berlin-Est et de plusieurs villes d'Allemagne de l'Est se soulève ; l'insurrection est noyée dans le sang par le gouvernement Est-allemand, aidé de l'armée soviétique.

Du 21 janvier au 18 février 1954, conférence à quatre à Berlin.

Le 9 mai 1955, l'Allemagne occidentale entre à l'O.T.A.N., conformément aux accords de Paris, de 1954.

Durant cette période, Berlin-Ouest constitue une « vitrine » de la prospérité occidentale pour les Allemands de l'Est, dont un grand nombre se réfugie en Allemagne de l'Ouest. Berlin-Ouest constitue en outre un centre de propagande et d'espionnage pour les alliés. D'autre part, l'U.R.S.S. se lasso de soutenir artificiellement le régime Est-allemand. Toutefois, tant que l'U.R.S.S. reste inférieure aux E.U.A. dans le domaine des armes nucléaires, elle ne peut que renforcer les mesures de contrôle, sans d'ailleurs obtenir plus de résultats.

III. — Négociations et chantage (1958-1963) :

Mais peu à peu, l'U.R.S.S. renforce ses armements nucléaires et rattrape son retard sur les E.U.A.

Le 27 novembre 1958, Khrouchtchev propose aux alliés, dans un mémorandum, de négocier sur la base d'une neutralisation de Berlin-Ouest.

Ces propositions sont accompagnées de menaces de la part de Khrouchtchev qui espère déclencher ainsi la négociation qu'il recherchait. Notamment, il parle de signer un traité de paix séparée avec l'Allemagne de l'Est. Pourtant, il n'avance pas de date.

Mai 1960 : devant la fermeté des Occidentaux, Khrouchtchev sent qu'il n'aboutira pas et c'est pourquoi il sabote la conférence au sommet à Paris en prenant pour prétexte l'affaire de l'avion U 2.

Le 4 juin 1961, Khrouchtchev et Kennedy se rencontrent à Vienne (Autriche) : Khrouchtchev maintient les propositions du mémorandum de 1958 dans un nouvel aide-mémoire qu'il remet à Kennedy.

Les alliés tiennent bon et font savoir qu'ils auront, au besoin, recours à la force pour défendre Berlin-Ouest.

C'est là l'origine du coup de force du 13 août 1961 : les Soviétiques laissent la police « populaire » de Berlin-Est ériger un mur entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Les Occidentaux se bornent à des protestations de principe.

Le 28 septembre 1961, s'ouvrent des conversations américano-soviétiques entre Dean Rusk, secrétaire d'Etat de l'Administration Kennedy, et Gromyko, ministre des Affaires étrangères d'U.R.S.S. Rusk propose que la liberté d'accès des alliés à Berlin-Ouest soit garantie par une autorité internationale chargée d'administrer et de contrôler le couloir reliant Berlin-Ouest à l'Allemagne fédérale. Les Soviétiques rejettent ce projet.

Avril 1962 : Ulbricht, devant le Comité central du parti socialiste-communiste d'Allemagne de l'Est, oppose un projet à celui de Rusk : il propose une commission d'arbitrage qui serait simplement chargée d'arbitrer les conflits qui s'élevaient entre l'Est et l'Ouest à propos des communications entre Berlin-Ouest et l'Allemagne occidentale.

Toutefois, Soviétiques et Allemands de l'Est affirment leur intention de ne pas porter atteinte aux libertés de Berlin-Ouest (cf. notamment la déclaration de Khrouchtchev du 28 septembre 1962).

Le 11 septembre 1962, Khrouchtchev annonce qu'il n'attendra plus au-delà des élections législatives qui doivent avoir lieu en novembre aux E.U.A. pour régler le problème de Berlin.

Le 6 octobre 1962, les conversations américano-soviétiques sont interrompues. L'affaire de Cuba, en octobre 1962, provoque un recul soviétique.

Le 26 mars 1963, les conversations américano-soviétiques reprennent.

En juin 1963, le président Kennedy se rend à Berlin-Ouest qui compte alors 2.200.000 habitants. Il est accueilli avec enthousiasme.

Quelques jours après, Khrouchtchev se rend à Berlin-Est pour assister au Congrès du parti socialiste-communiste.

En octobre 1963, deux incidents à propos de convois militaires américains qui se rendent à Berlin-Ouest sont réglés à l'amiable.

APRÈS LA BOMBE "MANSHOLT"

NOUVELLE RELANCE POSSIBLE

DU MARCHÉ COMMUN AGRICOLE

DEPUIS les déclarations de de Gaulle au mois de janvier dernier, le Marché commun, ou plus précisément la Communauté Economique Européenne (C.E.E.), marque le pas. Non seulement l'entrée de la Grande-Bretagne ne paraît pas devoir se faire prochainement, mais encore les discussions entre les Six ont été retardées, car elles s'effectuent dans un climat de méfiance vis-à-vis du partenaire français. Ce ne sont pas les déclarations des représentants de l'U.N.R. au Parlement de Strasbourg qui ont pu arranger les choses ! Explicitement, de Gaulle a marqué la date du 1^{er} janvier 1964 comme échéance ultime à la mise en route de la politique agricole commune, autrement dit l'avenir du Marché commun a été remis en cause du côté français.

Sur quoi achoppe exactement la politique agricole commune ? Rappelons qu'en matière agricole, le Marché commun répudie pour un grand nombre de produits les règles libérales de l'économie du Marché, le terme même de « politique commune » implique que l'exécutif européen — la « Commission » — exercera un véritable dirigisme. Les accords de Bruxelles, signés le 14 janvier 1962, et les règlements qui en ont découlé sont une première ébauche de cette politique « concertée » à l'échelon européen.

Depuis cette date, un certain nombre de règles devaient entrer en vigueur, de telle sorte que le calendrier de réalisation du Marché commun agricole soit mis au point pour la fin de l'année 1963. Ce calendrier a pu être tenu pour les produits qui échappaient en grande partie à des règles strictes : viande de porc et surtout fruits, légumes et vin. En revanche, dans le domaine des céréales, on a pris un retard considérable. C'est que, dans les six pays, les prix céréaliers sont fixés par les gouvernements et que les organisations de défense des producteurs des céréales sont puissantes. Or les intérêts des producteurs allemands ou italiens divergent de ceux des français. La définition d'un prix *indicatif commun* signifie, en effet, une baisse des prix des produits allemands et italiens, tandis qu'au contraire elle implique une hausse des céréales françaises. Naturellement, les producteurs allemands ne manifestent aucun enthousiasme à l'égard de cette politique, alors que les Français en seraient plutôt satisfaits. Pour atténuer ces conséquences fâcheuses, il avait été décidé que le rapprochement des prix intra-communautaires s'effectuerait par étapes. Fixé originellement à la campagne 1961-1962, ce premier rapprochement a ensuite été repoussé d'année en année, de telle sorte qu'on finissait par se demander si les partenaires parviendraient à un semblant d'accord. Les discussions entre experts s'enlisant de plus en plus, il paraissait, ces derniers mois, qu'on ne réussirait pas à en sortir et que la politique commune ne verrait jamais le jour.

La « bombe » Mansholt

C'est alors que M. Sisco Mansholt, vice-président de la Commission, chargé des questions agricoles, a présenté devant le Conseil des Six un plan qui vise rien moins qu'à bousculer tout le calendrier établi, sur lequel les experts discutaient interminablement.

La proposition de M. Mansholt

consiste essentiellement à supprimer le rapprochement graduel des prix et à établir, dès 1964-1965, un *prix indicatif unique* fondé sur les deux principales zones déficitaires de l'Europe (Belgique, Allemagne et Calabre). En bref, ces mesures réaliseront, à partir du 1^{er} juillet 1964, soit avec six ans d'avance, le *marché commun des céréales*, ce qui entraîne la suppression pure et simple du fameux « prélèvement intra-communautaire » non seulement pour les céréales proprement dites, mais aussi pour les produits de transformation (comme les aliments pour bétail).

Dès maintenant, la Commission propose les prix pour la campagne

Naturellement, il ne saurait être question de diminuer brutalement le niveau de vie des producteurs allemands ou italiens de 11 à 12 % ; aucun gouvernement ne pourrait accepter une telle politique. En conséquence, le manque à gagner sera compensé, dans l'immédiat, par des compensations d'un total d'environ 206 millions de dollars (4,1 milliards d'anciens francs), financées intégralement, pour 1964, 1965 et 1966, par le budget de la C.E.E., puis ensuite, pour les deux tiers, jusqu'en 1970. A partir de cette date, les mesures compensatoires seront supprimées et remplacées par des « plans communautaires », mis en chantier à partir de 1966 et qui

coordonne la défense de tous les agriculteurs de la petite Europe ; les producteurs français sont donc quelque peu gênés vis-à-vis de leurs collègues allemands et italiens. D'autre part, la hausse à la production doit se répercuter au détail pour environ 3 %, ce qui signifie que les aliments pour bétail et volailles vont augmenter d'au moins ce pourcentage. Lorsqu'on sait que l'industrie des aliments de bétail est aux mains de grosses sociétés en majorité étrangères (qui pratiquent souvent l'intégration verticale), on comprendra que certaines réticences apparaissent. Le front du capitalisme agricole risque donc de se diviser. Quoiqu'il en soit, les petits exploitants sont pratiquement hors du coup et pâtiront peut-être de la nouvelle politique céréalière s'ils sont en même temps éleveurs. En ce qui concerne les consommateurs, les répercussions sont on ne peut plus claires : hausse du pain, de la farine, des pâtes, de la volaille, etc.

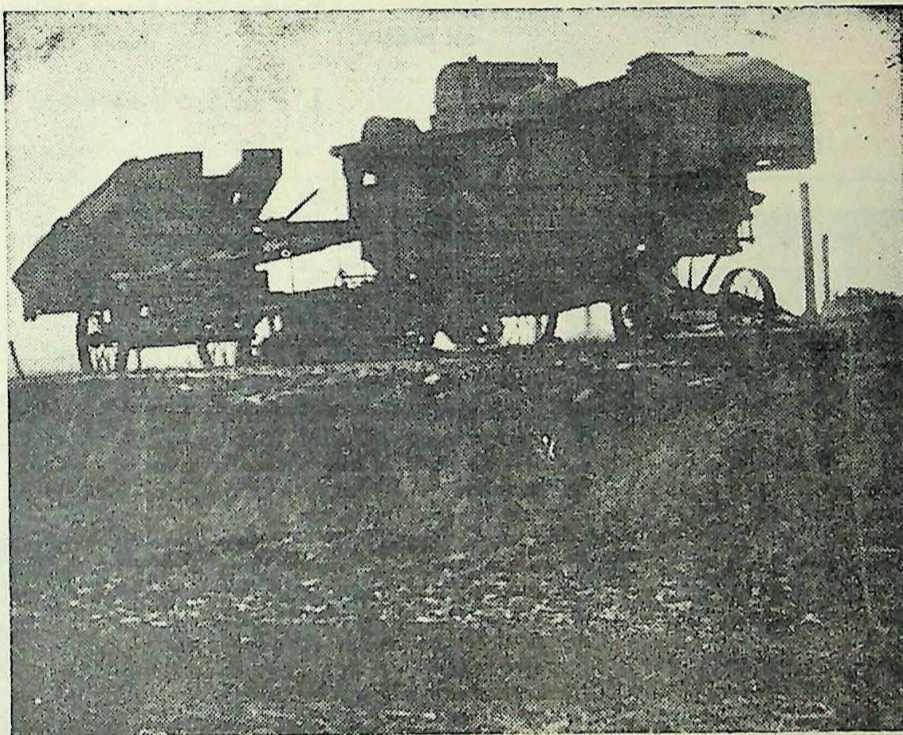
Quant aux agriculteurs italiens et surtout allemands, ils menacent de passer à l'action directe si leurs gouvernements acceptent les propositions de la Commission.

Il faut savoir gré à M. Mansholt, par ailleurs social-démocrate hollandais, d'avoir été jusqu'au bout de la logique du Marché commun agricole et d'avoir démontré les divergences d'intérêts qui séparent, d'une part, les producteurs nationaux et, d'autre part, les agriculteurs des consommateurs. La démonstration serait ainsi faite que si le Marché commun peut contribuer à résoudre les problèmes des excédents agricoles français, il est aussi une source d'enrichissement des denrées agricoles.

Il sera curieux d'observer les réactions que vont susciter les propositions du vice-président de la Commission aussi bien parmi les partenaires de la C.E.E. qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre. En fait, c'est tout l'approvisionnement alimentaire de l'Europe qui est en cause. L'affaire est donc loin d'être jouée, mais le Marché commun agricole se heurte maintenant aux vrais problèmes : pourra-t-il survivre ?

Il serait urgent que les socialistes européens proposent, de leur côté, une véritable politique agricole qui tienne compte à la fois de l'intérêt de tous les producteurs et de ceux des consommateurs, c'est-à-dire que toutes les questions se tiennent : face à l'Europe des capitalistes, il faut mettre sur pied l'Europe socialiste.

J.-C. Barigel.



(Photo Tribune.)

Il serait urgent que les socialistes européens proposent de leur côté une politique agricole.

1964-1965 (soit un prix indicatif de base de 52,45 F par quintal pour le blé tendre). La fixation de ce cours a été faite en tenant compte de la différence des prix entre l'Allemagne et la Hollande, de la nécessité de ne pas encourager l'emblavement de nouvelles surfaces en France et de favoriser la culture des plantes fourragères.

Par rapport aux prix pratiqués actuellement, ces mesures entraîneraient les hausses ou les baisses suivantes (pour le blé uniquement) :

Allemagne	Baisse de 11 à 15 %
Italie	Baisse de 11 %
Belgique	Hausse de 2 %
Pays-Bas	Hausse de 6 %
France	Hausse de 8 %

tendront à revaloriser le pouvoir d'achat de tous les agriculteurs de la Communauté, notamment par le développement des mesures sociales en faveur des exploitants défavorisés (ceux des régions les plus pauvres).

Des réactions mitigées

La proposition de M. Mansholt devrait réjouir l'Association des Planteurs de Blé français, car la plus-value risque d'être importante dès la prochaine récolte ; néanmoins, la majorité de gros agrariens qui la compose n'ose pas manifester son contentement. En effet, les organisations nationales sont théoriquement rassemblées dans une organisation comme le Comité des organisations professionnelles agri-

MAÇONNERIE — PLATRERIE — RAVALEMENTS — CARRELAGES

COLOMER

29, cité d'Antin, PARIS (9^e) — Téléphone : TRinité 05-06

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e).

17 novembre : marche Taverny-Bessancourt pour protester contre l'armement atomique

A l'occasion de la marche Taverny-Bessancourt du 17 novembre prochain, les sections du secteur Nord de la Fédération de Seine-et-Oise du P.S.U. lancent l'appel ci-dessous :

Le P.S.U. participe aux actions décidées contre l'armement atomique.

Il le fait d'autant plus énergiquement que sur ce problème il y a unanimité dans le parti.

Il le fait d'autant plus sincèrement qu'il est le seul parti politique ne faisant aucune réserve sur cette action; nous sommes contre toutes les bombes atomiques, qu'elles soient françaises, russes ou américaines.

Nous nous réjouissons des accords de Moscou s'ils ne sont que le début de négociations ayant pour but réel la destruction de cet armement; ils ne nous satisfont pas s'ils sont la consécration du partage du monde (à la Yalta) entre la force atomique soviétique et la force atomique américaine.

Nous n'acceptons pas le dilemme posé par de Gaulle :

« Sans notre force de frappe, il y aura peut-être encore des Français, mais il n'y aura plus de France; avec notre force de frappe, il n'y aura

peut-être plus de Français mais il y aura toujours la France ! »

Nous nous indignons de ces thèmes de l'état-major :

« La bombe atomique française, comparée aux autres bombes, n'est qu'une allumette, mais tout le monde sait dès maintenant que cette allumette permet de f... le feu partout en provoquant des ripostes et des solidarités nucléaires. »

« La force de frappe française est

comparable à l'abeille qui, attaquée ou croyant l'être, injecte son venin en meurt. »

En U.R.S.S. et aux U.S.A., les chefs d'Etat ne disposent de la décision d'attaque ou de riposte nucléaire qu'en dernier ressort; des contrôles et des freins existent, le téléphone rouge fonctionne.

En France, un seul homme a pouvoir de décision et personne ne peut

garantir que cet homme sera toujours en état de se contrôler.

C'est de l'abri-base de Taverny-Bessancourt que l'ordre d'utilisation de l'arme atomique peut, à tout moment, être lancé.

Nous avons assez reproché à d'autres peuples d'avoir, par leur acceptation ou leur passivité, été solidaires et complices de ceux qui ont décidé en leur nom. Nous qui précisément habitons la région d'où seront lancés les ordres de destruction massive des « villes ennemies » (dernières manœuvres commentées au camp de Valdahon) serons-nous, par lâcheté, résignation ou inaction, solidaires et complices de l'incendie mondial que peut provoquer l'allumette de Taverny-Bessancourt ?

Nous devons à notre conscience d'être tous présents dimanche 17 novembre prochain à Taverny pour participer à la marche de protestation Taverny-Bessancourt. Il faut y amener parents, amis et sympathisants. La lutte sincère contre l'armement atomique et pour la plus grande solidarité humaine, c'est notre affaire.

Pour le P.S.U., regroupement entre 10 h. 30 et 10 h. 45 à la gare de Taverny.

EXEMPLE DE L'AIDE AUX VIEUX TRAVAILLEURS

J'ai été, pendant dix-sept ans, contractuel au ministère des Finances et voici plus de dix ans que je suis retraité de la Sécurité sociale. Cette retraite s'élève à environ 320 F par mois.

J'ai été inscrit au centre de Versailles, puis à Saint-Cyr où je pouvais me rendre facilement, habitant Neauphle-le-Vieux, soit à 15 kilomètres, en 3 heures, aller et retour, mes prestations étaient payées; si j'envoyais mes feuilles maladie, six jours après, j'étais remboursé. J'ajoute qu'à ce centre j'ai toujours trouvé des employés aimables, complaisants, très compréhensibles.

Ma femme, 71 ans, sort de l'hôpital et a besoin de soins continus, moi, 76 ans, cardiaque en traitement, sans illusion sur la gravité de mon état, c'est dire combien nous avons de mal à équilibrer notre maigre budget par suite de frais de traitement et un si prompt remboursement est, pour nous, primordial.

Sans explication, le 25 septembre, j'ai reçu un avis du centre 523, rue de Richelieu à Paris, d'avoir à me présenter ou à envoyer mes feuilles maladie à Paris, pour être remboursé. La rue de Richelieu est à 40 kilomètres de chez moi (comme cela est simple et de bon goût).

Comme je n'ai pas envie de claquer sur le pavé de Paris, j'ai envoyé mes feuilles s'élevant à 149,60 F, le 25 septembre. Mutualiste des Finances, je savais les lenteurs de cet organisme. J'ai eu peur que la caisse 523 fût pareille, hélas! trois fois hélas! nous sommes le 29 octobre, je n'ai encore reçu, si, pardon, samedi dernier une note du centre 523 exigeant un extrait

de mon titre de pensionné de guerre pour pouvoir me payer et cela, un mois après l'envoi du 25 septembre, c'est long. En attendant d'être payé, il nous reste 320 F — 149,60 F soit 180,40 F. A mon avis, c'est de trop pour crever de faim mais réellement pas assez pour vivre.

René Bardou.

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 13 au 19 novembre

JOLI MAI

de Chris MARKER

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-64

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 13 au 19 novembre

JOLI MAI

de Chris MARKER

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
 Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
 Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
 Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
 3 mois 7,5 F
 6 mois 15 F
 1 an 28 F
 Soutien 50 F
 Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Centre d'Etudes Socialistes de Grenoble

Le Centre d'Etudes Socialistes de Grenoble reprend ses activités. Cette année, trois genres d'activités sont prévues :

— Une série de trois conférences publiques sur les sujets suivants : le conflit sino-soviétique; les perspectives du mouvement ouvrier européen; la gestion de l'économie par les travailleurs;

— Trois « week-ends » sur les problèmes actuels du marxisme; l'évolution du monde communiste; problèmes économiques; réformes et révolution.

Enfin des réunions décentralisées (entreprises, facultés, etc.). Le programme n'est pas encore entièrement fixé. D'ores et déjà nous pouvons annoncer :

Vendredi 29 novembre : 20 h 45. Salle des concerts à Grenoble, Pierre Naville : le conflit sino-soviétique;

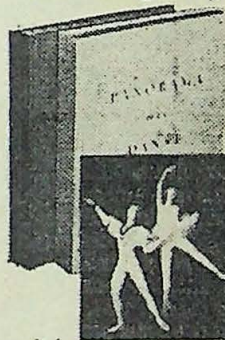
Du samedi 30 novembre 14 heures au dimanche 1^{er} décembre, 18 heures : L'évolution du monde communiste. Stage animé par Pierre Naville et des militants de Grenoble.

Le stage est ouvert à tous. Il aura lieu à quelques kilomètres de Grenoble, à Crolles. Logement assuré. Départ de Grenoble, le samedi à 13 h 30.

Inscriptions jusqu'au 10 novembre. Pour tous renseignements supplémentaires et pour les inscriptions, écrire au C.E.S., 6, place Saint-Bruno, Grenoble.

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

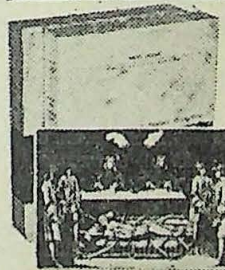
moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour



PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (I) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.
 Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.
 Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève la voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.
 19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs. — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.
 29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants
 pour un montant total defr somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat
 chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.
 Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.
 Nom Profession
 Adresse

Service littéraire « Tribune socialiste »

L'AINÉ DES FERCHAUX

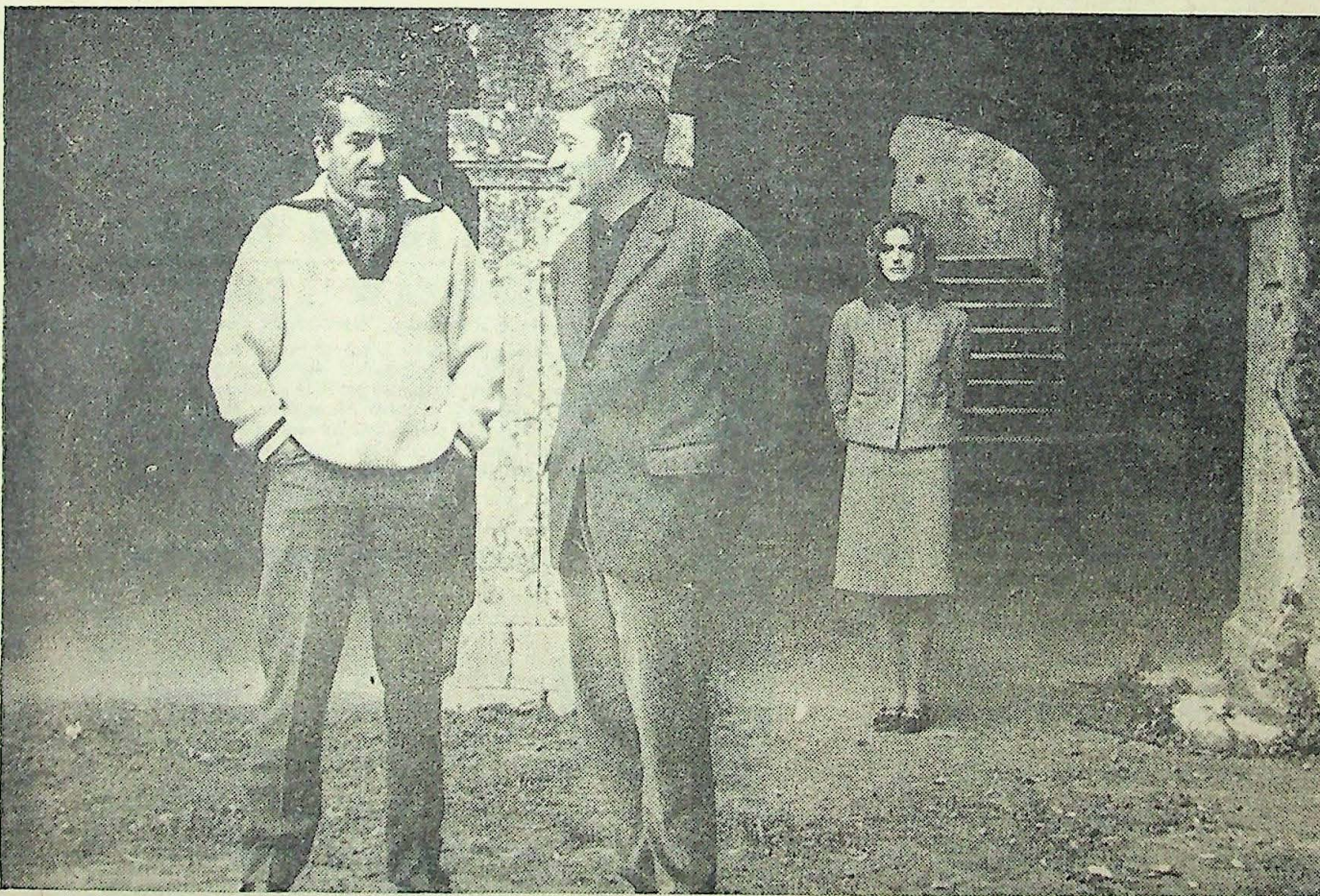
de Jean-Pierre Melville

L E mal, au sens où l'entendent les moralistes de tous bords, a toujours fasciné Jean-Pierre Melville. Avec lui, les choses ne sont jamais simples : comme tout artiste digne de ce titre, il s'efforce d'atteindre à la vérité humaine par-delà la viscosité des sentiments et l'opacité des faits.

Avec L'Ainé des Ferchaux, Melville explore ce mal du siècle qu'est l'arrivisme à travers le comportement d'un jeune loup rendu récemment à la vie civile (Jean-Paul Belmondo). Mais Michel, le jeune homme peu scrupuleux, doit compter avec un vieux léopard de banquier (Charles Vanel) qui, pour être devenu vulnérable, n'en reste pas moins coriace. Cela nous vaut un long duel à coups de dents et de griffes, un beau duo d'acteurs au milieu d'une Amérique de forêt vierge et de snack-bars plus jungle que nature.

Le film n'égale peut-être pas la richesse psychologique du roman de Simenon, mais l'art de Melville est suffisamment fort pour nous tenir sous le charme.

J.-J. V.



VACANCES PORTUGAISES

D URANT ces vacances, un aimable couple d'intellectuels de gauche (français) invite ses amis (parisiens) à venir passer quelques jours avec lui au Portugal. Ne vous attendez pas à voir du Portugal autre chose que quelques monuments : ces gens sont en vacances, ce qui, après tout, est leur droit. Ils en profitent pour parler d'eux, entre eux. On voit ce qui pourrait, au départ, agacer dans le film : le souci de restreindre son propos aux parolotes d'un petit cercle somme toute assez mondain.

Et pourtant, il y a là autre chose : à travers les chassés-croisés psychologiques et sentimentaux des personnages (tous interprétés par des vedettes sympathiques, Gélén, Françoise Brion, Vaneck, Michel Auclair, J.-P. Aumont, Françoise Arnoul et j'en passe), Pierre Kast, sans insistance, met en scène un certain désenchantement contemporain, une certaine lassitude.

Il garde à son film un ton léger, soigne les dialogues pétillants, photographie ses personnages féminins avec sensibilité. Il semble avoir renoncé à cette « anticipation sentimentale » qui était le caractère le plus curieux de son dernier film (La Morte-saison des amours) : les personnages des Vacances portugaises, désenchantés, ont renoncé à être des « mutants » sentimentaux. Mais ils n'ont renoncé ni à la sincérité, ni à l'humour, ni à la tendresse.

Marcel Ranchal.

ments qui luttèrent pour la paix en Algérie, contre la torture, etc. « La Force des Choses » est un document de premier ordre sur ces années de lutte. Simone de Beauvoir, qui s'engagea dans le combat, est un témoin privilégié pour nous parler des manifestations de la République, de Charonne, ainsi que des rivalités qui séparaient les mouvements qui luttaient pourtant pour la même cause. L'auteur a trouvé le ton pour traiter ce sujet, aussi bien dans le détail que pour fixer l'allure générale. Entre autres, elle nous donne une relation admirable d'une visite à M. Patin, Président de la Commission de Sauvegarde. Il s'agissait d'intervenir pour Djamilia Boupacha qui, vierge, fut violée avec une bouteille. Après avoir tergiversé durant un long moment, M. Patin finit par dire :

« Vous ne réalisez pas ! C'est très fatigant ces enquêtes. Et ça me revient cher. N'est-ce pas, M. Damour ? On ne nous rembourse pas tous nos frais : nous en sommes de notre poche. » Il avait touché un point sensible ; M. Damour s'anima : « Votre Djamilia nous a coûté vingt-cinq mille francs », nous dit-il avec reproche. »

Simone de Beauvoir aborde bien d'autres sujets : des problèmes concernant les femmes, le Planning familial (action qu'elle mena avec notre camarade Colette Audry), l'engagement des écrivains. Elle fait un très beau reportage sur le Brésil, l'Amérique, l'Espagne, l'U.R.S.S., Cuba.

de Simone de Beauvoir

Dans ce document sur notre époque prennent place de nombreux écrivains, décrits dans leur intimité : Sartre, en premier, car c'est l'homme que Simone de Beauvoir connaît le mieux ; puis Merleau-Ponty, Aragon, Moravia, etc. Il y est question de Juvet, Mouloudji, Pierre Brasseur... On y retrouve Gary Davis, le « citoyen du monde »...

« La Force des Choses » est un document d'un intérêt exceptionnel pour comprendre notre temps. Même si les opinions diffèrent dans l'appréciation de certains événements, il n'en reste pas moins que « La Force des Choses » est un très grand livre.

Olivier Lecoq.

Gallimard, 686 pages, 26 francs.

Télévision

COMME DISAIT Alfred JARRY

C'ETAIT fatal. Parce qu'un groupe de réalisateurs se propose de nous présenter une émission de variétés en se passant de vedettes consacrées, en trucidant le procédé des enchaînements bavards hérité des chansonniers, en piétinant les lieux communs de la gaudriole, en sautant du coq à l'âne comme dans les conversations de bistrot, en s'amusant à puiser dans l'arsenal des farces et attrapes ; bref parce qu'ils s'efforcent d'innover avec les « Raisins Verts », les critiques de la presse quotidienne tirent sur Michèle Arnaud, Jean-Christophe Averty, Jean-Loup Dabadie et Dirk Sanders, à coups d'épithètes dédaigneuses ou de paragraphes indignés. A croire que ces messieurs-dames (de la critique) sont vaccinés pour la vie par les Mortimer, les Salvat, les Joubert, les Lux, les Bellemare et autres amuseurs un peu blets de notre distinguée R.T.F.

Je n'aime pas beaucoup, pour ma part, les laborieux ballets de Dirk Sanders ni les chansons souvent tarabiscotées de Michèle Arnaud, mais je me garderai bien d'écraser leurs grappes d'idées sous le talon expéditif du mépris. C'est que la T.V., ses révérends pères Dagonet, ses Pompidou et ses opéras-bouffes, n'offre pas tellement l'occasion de rire de la bêtise ambiante. Pour une fois qu'en matière de variétés on nous donne autre chose qu'un cocktail d'idées étendu de sirop à base de refrains bien français (de ceux qui ont fait le tour du monde à la manière de ce fameux bout d'étoffe cher à feu Lamartine), je dirai : « Bravo ! »

Et puisque c'est M. Bordaz (paraît-il) qui a poussé ces « Raisins » tant décriés sur le tableau de programmation, eh bien ! pour une fois, je crierai : « Vive Bordaz ! »... Un peu à la manière de Jarry poussant son « Vive l'Armerdre ! »

Criticus

Théâtre ON NE PEUT JAMAIS DIRE de G.-B. SHAW

U NE femme reconquiert son mari, vingt années après l'avoir quitté. Sa fille la quitte pour les raisons inverses de celles qui, vingt années auparavant, l'avaient incitée à la rupture. La nature humaine... on ne peut jamais en dire les contradictions, etc.

Intrigue banale, étoffée un peu en cela que la femme est décrite comme une féministe farouche, son mari un attardé du patriarcat qui prend conscience (enfin) de l'inconséquence de sa conduite passée, la fille une amoureuse que l'amour conduit à renier son goût de l'émancipation pour se délecter dans une adoration masochiste de l'homme-maitre-mari. Mais l'essentiel de « On ne peut jamais dire » de Georges-Bernard Shaw réside dans les retournements de situations jouées par Armand Meffre, Maurice Carrel, Caroline Cellier, Jeanne Sari, Lucien Raimbourg. La mise en scène habile de René Dupuy ne suffit pas à en effacer les insuffi-

sances dues aux lieux communs de situations stéréotypées.

Il y avait peut-être mieux à choisir. Aux Auberges de la Jeunesse (voici quelques années, on s'en doute), le groupe Spartacus, dirigé par Roger Duplex, jouait « Le véritable Blanco Posnet ». L'humoriste anglais y dénonçait dans un pamphlet violent la propriété privée. Dans d'autres pièces, G.B.S. s'en prenait aux vertus conventionnelles, à la duplicité des attitudes sociales démontées par une analyse acerbe des relations humaines. Dans ces cas-là, un ton agressif atténuaient les faiblesses d'une technique théâtrale poussiéreuse. Ici, on voit surtout la faiblesse d'une dramaturgie dépassée. Au risque de voir le socialiste fâché que fut Shaw se dresser dans sa tombe : « On ne peut jamais dire » c'est du théâtre bourgeois et rien de plus.

E. C.

Au Théâtre Gramont.